

***l'Anti*capitaliste**

n°626 | 1er septembre 2022 — 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

**EN CETTE RENTRÉE,
CONSTRUIRE LES MOBILISATIONS**



CONTRE LA VIE CHÈRE

POUR LES SALAIRES

POUR LES SERVICES

PUBLICS

Dossier

**RETOUR SUR LA
14^e UNIVERSITÉ
D'ÉTÉ DU NPA**

Pages 6 et 7

ÉDITO

**Zaporijjia: la menace
permanente**

Page 2

PREMIER PLAN

**Grande-Bretagne. Succès de
la grève chez Royal Mail**

Page 2

Inflation. La lutte à tout prix!

Page 3

ACTU INTERNATIONALE

**USA. Les élections de
novembre ne sont pas
jouées**

Page 4

ACTU SOCIALE

**Canicule, incendies. Été
2022: la maison brûle!**

Page 8

**Urgences hospitalières.
Mensonges et blabla**

Page 9

LIBRE EXPRESSION

**Maurice Rajsfus, une vie de
livres et de combats**

Page 12

**TOU·TE·S
MOBILISÉ·E·S**
LES 22 ET 29 SEPTEMBRE
POUR NOTRE SANTÉ
ET NOS SALAIRES



édito

Par COMMISSION NATIONALE ÉCOLOGIE

Zaporijjia : la menace permanente

La centrale nucléaire de Zaporijjia en Ukraine, la plus puissante d'Europe (six réacteurs, comme à Gravelines en France) est l'épicentre potentiel d'une catastrophe nucléaire. Et les dirigeants européens semblent découvrir les dangers du nucléaire civil, exacerbés en temps de guerre. D'autant qu'il y a neuf autres réacteurs en Ukraine, en plein théâtre d'opérations militaires...

Les autorités et les « experts » qui sévissent dans les médias affirment que les cœurs des réacteurs sont protégés par une enceinte en béton conçue pour résister aux tirs de missiles, ce qui est faux. Et les bombes peuvent aussi atteindre des cibles encore plus vulnérables : les conduites d'eau froide de la centrale ou l'alimentation électrique, indispensables pour refroidir et pour assurer la sécurité de l'installation. Dans ce cas, les groupes électrogènes « diesels d'ultime secours », peuvent prendre le relais, mais pour dix jours seulement. Si le combustible n'est plus refroidi, il y a risque de fusion du cœur et on va vers un accident majeur comme à Tchernobyl et Fukushima. De plus, ce besoin en eau et en électricité est vital pour refroidir en permanence le combustible entreposé dans les piscines de la centrale, que les réacteurs soient en activité ou pas. Des déchets nucléaires sont en outre stockés dans des piscines ou des conteneurs à l'air libre. En cas d'incendie, d'explosion ou d'impact de missile, un nuage radioactif sur un périmètre impossible à prévoir peut se déplacer en fonction des vents jusqu'en Russie, Pologne ou Europe de l'Ouest et au-delà.

Le physicien nucléaire Bernard Laponche, ancien du Commissariat à l'énergie atomique, s'étonne : « C'est irresponsable de mener une guerre aux abords d'une centrale. ». Quant à Macron, qui craint une opposition à son programme de relance du nucléaire, il s'est entremis VRP auprès de Poutine pour qu'il accepte une « mission de contrôle » de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA), promotrice du nucléaire civil pour le « bien-être des populations ». L'équipe de l'AIEA devra examiner les installations, mais aussi les conditions de travail extrêmement stressantes des employés, sous occupation russe depuis plusieurs mois, accentuant le risque d'une erreur humaine fatale.

Les gesticulations de Macron et de l'AIEA ne servent qu'à protéger les intérêts de l'industrie nucléaire. Elles sont ridicules et irresponsables. Car la seule décision qui s'impose est l'arrêt immédiat de tous les réacteurs nucléaires en zone de combat.

À la Une

EN CETTE RENTRÉE, CONSTRUIRE LES MOBILISATIONS

Contre la vie chère, pour les salaires, pour les services publics

Chaque mois de septembre, la même question revient dans les grands médias... et dans les milieux militants : la « rentrée sociale » sera-t-elle agitée ? Une chose est certaine : nous l'espérons, et entendons y contribuer.

Le moins que l'on puisse dire, sans toutefois prétendre faire de pronostics, est que le contexte global est propice à une contestation populaire du gouvernement et de ses politiques. À nous ne saisir les opportunités, les occasions, et de tout faire pour que le « troisième tour social », après la présidentielle et les législatives, ait bien lieu, et se solde par une défaite de Macron.

Un gouvernement incapable de répondre aux enjeux sociaux

L'été a été marqué par une poursuite de l'inflation, avec en perspective une accélération de l'augmentation des prix de l'énergie, entre autres et notamment l'électricité et le gaz, le maintien d'un prix très élevé pour les carburants, et une flambée des prix de l'alimentation. Et ce ne sont pas les mesurées adoptées à l'Assemblée cet été qui changeront quoi que ce soit au fait que le coût de la vie monte en flèche, les prix augmentant beaucoup plus vite que les salaires et les revenus. La population ne s'y trompe pas : dans une enquête d'opinion réalisée mi août par l'institut Viavoice pour *Libération*, 73% des sondés affirment que le « pouvoir d'achat » doit être la priorité du gouvernement, avec seulement 5% d'entre elles et eux qui considèrent que « le gouvernement prend la réelle mesure des difficultés économiques des Français ».

Durant l'été, l'augmentation du coût de la vie et l'incapacité du gouvernement à y faire face se sont en outre doublées d'une multiplication des événements climatiques extrêmes (sécheresses, canicules, incendies, violents orages), qui ont non seulement mis à l'agenda, d'une façon probablement inédite, la question de l'urgence climatique, mais qui ont en outre illustré à quel point l'abandon des services publics (Office national des forêts, Météo France, premiers secours...) réduisait notre

capacité à faire face, collectivement, aux crises qui s'accroissent.

Les raisons de la colère sont là

C'est dans ce contexte global que s'effectue la rentrée politique et sociale, avec un pouvoir contesté et qui s'inquiète d'une potentielle explosion sociale. Le souvenir des Gilets jaunes est bien là, et force est de constater que, tant du point de vue de la relégation sociale que de la vie chère, une grande partie des éléments qui avaient conduit au lancement de la mobilisation en novembre 2018 sont réunis, à une échelle potentiellement supérieure. S'ajoutent en outre aux éléments déjà cités la poursuite et l'accélération de la dégradation des services publics, notamment dans la santé et dans l'éducation, qui témoignent du délabrement généralisé auquel conduisent les politiques néolibérales.

Alors oui, les raisons de la colère sont bien là, a fortiori quand dans le même temps les pouvoirs publics témoignent de leur « deux poids deux mesures » lorsqu'il s'agit de

demander de faire des « efforts » : on nous répète ainsi qu'il va falloir faire des sacrifices, qu'il va falloir travailler plus longtemps, qu'il va falloir accepter d'être mal payés, quand dans le même temps on refuse de taxer les profits des plus grandes entreprises ou de s'en prendre au mode de vie écocide des plus riches, qui accélèrent la destruction de la planète avec leurs jets privés et leurs loisirs qui pillent les ressources communes, à commencer par l'eau.

Un plan de bataille pour stopper Macron

Le gouvernement fait mine de prendre au sérieux la situation. Mais nous ne sommes pas dupes d'un pouvoir qui a démontré que son obsession était de continuer à faire tourner la machine capitaliste, quitte à détruire nos conditions de vie et ce qui reste de solidarités collectives, tout en ménageant les plus riches et les grands groupes capitalistes, voire en les arrosant de cadeaux. Un pouvoir qui ne comprend qu'un seul langage, celui du rapport de forces, comme l'avait montré son

affolement face au mouvement des Gilets jaunes.

À ce titre, nous nous félicitons de l'appel à la grève le 29 septembre, initié par la CGT et Solidaires, depuis rejoints par la FSU. Une date qui pourrait être, dans la foulée de la journée des salariéEs de la santé le 22, l'occasion d'une mobilisation massive, mais qui reste à préparer, dans nos quartiers, nos lieux de travail et d'études. Une étape dans la construction d'une mobilisation de masse contre Macron et ses politiques antisociales, qui pourrait contribuer à changer l'ambiance et à redonner confiance à notre camp. De même, la perspective, à l'initiative de La France insoumise, d'une marche contre la vie chère en octobre, est une bonne nouvelle : si elle est préparée dans l'unité, articulée avec la grève du 29 septembre, et pensée comme une étape dans la construction d'une mobilisation populaire d'ampleur et pas comme une simple démonstration de force pour venir en appui aux députéEs de la Nupes, elle peut être un point d'appui dans l'organisation de la bataille contre Macron et ses politiques.

La rentrée pourrait donc être explosive si l'ensemble de la gauche sociale et politique prend ses responsabilités et si elle est attentive aux mobilisations qui pourraient surgir ici ou là sur des problématiques spécifiques et/ou dans des secteurs peu liés au mouvement ouvrier organisé. C'est en tout cas ce à quoi le NPA entend contribuer, tout en continuant d'avancer, dans le débat public, la perspective de la nécessaire reconstruction des outils d'organisation et de défense de notre classe, y compris sur le terrain politique, pour faire face à la menace de l'extrême droite et pour faire vivre un horizon politique de rupture, en posant la question d'une nouvelle organisation sociale, d'une transformation révolutionnaire de la société.

J.S.

RENTRÉE SOCIALE



GRANDE-BRETAGNE

Succès de la grève chez Royal Mail

Un vent de révolte souffle sur la Grande-Bretagne, avec la multiplication des mobilisations et des grèves sur les salaires. Exemple avec la grève du courrier chez Royal Mail.

Les postiers ont fermé la quasi-totalité de Royal Mail vendredi, dans le cadre de leur première grève nationale depuis 12 ans. Cette grève intervient après que les patrons ont imposé une maigre augmentation de 2% seulement – une importante réduction de salaire en termes réels – à tous leurs employés, tout en engrangeant des bénéfices et en s'octroyant de gros bonus.

Les travailleurs, membres du syndicat CWU, ont répondu par une grève solide et une forte participation aux piquets de grève.

400 millions de dividendes

L'un des piquets les plus importants a été tenu au bureau de livraison de Whitechapel, dans l'est de Londres, l'un des « hubs » où les patrons tentent de mener une opération de sabotage de la grève.

« Les gens sont dehors aujourd'hui parce que l'augmentation salariale imposée de 2% est totalement inacceptable », explique Vinnie Micallef, secrétaire de la branche East London Postal. « Les patrons se sont octroyés des salaires et des primes en or, et les actionnaires ont reçu plus de

400 millions de livres sterling [470 millions d'euros] en dividendes, puis ils imposent une augmentation de salaire de 2% à la main-d'œuvre. » « Les cadres se sont vu offrir une prime de 1000 livres [1170 euros] s'ils ne tombent pas malades d'ici au 31 octobre », ajoute un autre gréviste de Whitechapel. « Ce que ça veut dire, c'est que s'ils franchissent les piquets de grève et travaillent pendant cette grève, ils reçoivent une prime de 1000 livres. »

La grève à Royal Mail a été longue à venir. Pendant des années, les grands patrons ont essayé de faire passer des attaques contre les travailleurs dans le cadre d'un plan visant à transformer Royal Mail en une société de colis similaire

à d'autres sociétés de messagerie privées.

Le directeur général Simon Thompson voulait lier une augmentation un peu plus importante, de l'ordre de 5% – qui reste une baisse de salaire – à des modifications des conditions de travail.

Échec du sabotage patronal

Eddy, le représentant du CWU au bureau de livraison de Bethnal Green, dans l'est de Londres, explique : « Pour nous, une augmentation de salaire de 2% représente 11 livres [13 euros] par semaine. Mais si l'on ajoute les impôts et l'assurance nationale, cela revient à 3 livres [3,50 euros] par semaine. Et ils appellent cela une augmentation de salaire. Pour toute

BIEN DIT

Dans les faits, aujourd'hui, des hommes trans peuvent vivre une grossesse, qu'ils pourront vouloir poursuivre ou interrompre. Et où peuvent-ils aller pour avoir accès aux soins, sans qu'on vienne débattre de leur identité ? Voilà. Nous, on veut accueillir les personnes trans, pour leur santé sexuelle, comme toutes les autres personnes. Bon... Est-ce qu'il y avait de quoi en faire des tribunes ? Au Planning, on dit non aux propagandes anti-trans, d'où qu'elles viennent.

Tribune du Planning familial, liberation.fr, 26 août 2022.

Un monde à changer

«DON'T PAY»! D'ici avril prochain, en Grande-Bretagne, les prix de l'énergie devraient atteindre un plafond allant jusqu'à 5500 livres [6440 euros] en moyenne par an. De nombreux ménages devront faire un choix entre se chauffer et se nourrir. Des campagnes et des organisations ont pris l'initiative là où les politiciens ont échoué, notamment *Don't Pay UK*, un groupe de base créé en juin 2022 avec seulement un site web. Le site demande aux personnes qui paient leurs factures d'énergie par prélèvement automatique de s'engager à annuler leurs paiements à partir du 1^{er} octobre afin de toucher les revenus des compagnies d'énergie et de les forcer à prendre des mesures contre la hausse des factures. En juillet, la campagne a fait un tabac, apparaissant dans de grands médias grand public et se propageant par le biais de sections syndicales et d'organisations du mouvement social. Des dizaines de milliers

de personnes ont signé l'engagement au cours des deux premières semaines. Les chiffres n'ont cessé de monter sur le site web, de minute en minute. Le compteur affiche désormais près de 130 000 personnes – et il ne s'agit que des personnes qui paient par prélèvement automatique. Des dizaines de milliers d'autres personnes se sont inscrites pour soutenir le projet, même si elles sont des clients qui paient par mensualités ou par prépaiement. Un sondage réalisé par *iNews* a révélé que plus de 70% du public est au courant des campagnes d'annulation des prélèvements automatiques – une tactique principalement utilisée par *Don't Pay* – et que jusqu'à 1,7 million de personnes se disent «prêtes» à annuler leurs prélèvements automatiques en automne. Il est certain que le non-paiement comporte des risques : les compagnies d'énergie peuvent inscrire un «défaut de paiement» sur votre dossier de crédit (ce qui rend

difficile l'obtention de nouveaux crédits); elles peuvent obtenir un mandat pour entrer par effraction dans le logement et installer un compteur à prépaiement sans votre permission; elles peuvent même vous couper l'électricité. Mais tout cela ne se produit pas dans les semaines qui suivent le non-paiement, et il y a eu beaucoup d'alarmisme. Il est utile de se rappeler que ces conséquences existent strictement parce que les fournisseurs d'énergie ne veulent pas que vous cessiez de payer votre prélèvement automatique – cela nuit à leur trésorerie. Par conséquent, le fait de ne pas payer collectivement a du poids.

De nombreuses personnes qui ne peuvent tout simplement pas payer n'auront d'autre choix que d'affronter ces conséquences. *Don't Pay* leur offre la possibilité de le faire, intégrées dans un ensemble, c'est-à-dire de manière solidaire, avec l'appui de groupes locaux vers lesquels se tourner pour une aide mutuelle.

Kate Bradley

Version intégrale sur alencontre.org

Le chiffre 6,5 tonnes

C'est la quantité de CO₂ émise par les deux jets utilisés par Emmanuel Macron et Gérald Darmanin, le 20 juillet dernier, lors de leur visite aux pompiers de Gironde et des Landes. Soit, comme le souligne Bastamag, «plus du triple de ce que devrait émettre un Français en un an pour atteindre l'objectif de neutralité carbone». Cela doit être ça, la «fin de l'abondance» et la «sobriété».



Agenda

Samedi 3 septembre, rencontre-débat «Une organisation politique révolutionnaire aujourd'hui, pour quoi faire?», Paris 20^e. De 16 h à 18 h 15 au Lieu Dit (6, rue Sorbier, Paris 20^e) et retransmis en direct sur Facebook Live. Avec Cathy Billard (NPA), Alexis Cukier et Malika Kara-Laouar (Rejoignons-nous), Mornia Labssi (Militante syndicale et antiraciste) et Kevin Vacher (Nos vies, nos voix et Parlement de la Nupes)

Judi 22 septembre, journée de mobilisation et d'actions des professionnelEs de santé

Judi 29 septembre, journée interprofessionnelle de grève et manifestation pour l'augmentation des salaires

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveaupartianticapitaliste.org

Après l'électricité, le gaz, l'essence, puis l'alimentaire, la hausse des prix gagne maintenant tous les produits. Profitant des départs en vacances, les hôtels ont ainsi augmenté de 17% et les centres de vacances de 14%. Avec la rentrée, c'est au tour du matériel scolaire, avec +18% sur les cahiers et +20% sur les feuilles, selon la FCPE.

Les prix augmentent, les dividendes aussi

Le gouvernement et les économistes en vue laissent entendre que les salaires seraient responsables de l'inflation. Le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, fait ainsi la morale à ceux qui seraient tentés de revendiquer, affirmant que «*tout le monde serait perdant en cas de hausses de salaire*». Mais les prix n'ont pas attendu les salaires pour décoller.

Avec ces hausses de prix, le patronat mène sa lutte de classe, qui lui permet de battre des records de profits. Stellantis, issu de la fusion de PSA et Fiat-Chrysler, a ainsi réalisé 8 milliards d'euros de bénéfices au premier semestre 2022, en hausse de 34% par rapport à 2021, alors même que les ventes ont reculé du fait de la pénurie de composants électroniques. Chez Arkema, premier groupe chimique français, le chiffre d'affaires a progressé de 31% au premier semestre 2022, malgré

INFLATION La lutte à tout prix!

Le gouvernement et une certaine presse s'émerveillent du dégel des salaires : +3% sur un an pour le salaire mensuel de base dans le secteur privé, +3,5% pour les fonctionnaires, +4% pour les pensions et prestations sociales. Pourtant, ce réchauffement-là a de quoi nous laisser sceptiques. Car avec une inflation à 6,1% sur un an, il s'agit plutôt d'une sacrée baisse, qui nous ferait presque regretter les années de gel!

une baisse des ventes de 5% au deuxième trimestre, et l'excédent brut d'exploitation (c'est-à-dire les bénéfices) a bondi de 58%! Contrairement à ses dires, le patronat ne fait pas que répercuter la hausse du coût des transports et des matières premières, encore moins des salaires, il en rajoute encore une couche. Pour les États-Unis, l'Economic Policy Institute estime que 54% de la hausse des prix entre fin 2020 et fin 2021 est venue alimenter les profits. La «*fin de l'abondance*» annoncée par Macron n'est donc pas pour tout le monde. Au deuxième trimestre 2022, les grandes entreprises ont encore battu les records de dividendes versés, en France et dans le monde.

L'urgence est à la hausse des salaires

Face à la perte de pouvoir d'achat, le gouvernement se contente de mesurées, dont il espère qu'elles désamorceront les grèves. Après le chèque énergie, le bouclier tarifaire sur le gaz et l'électricité, la



subvention de 18 centimes sur les carburants, voilà le chèque alimentaire de 100 euros par ménage et 50 euros par enfant à charge pour les bénéficiaires de minima sociaux. Pas même de quoi remplir un caddie aux prix actuels! Et surtout que des mesures sur le «*pouvoir d'achat*», qui ne coûtent pas un centime au patronat... le gouvernement voudra nous les faire payer par plus d'austérité. L'urgence est donc à la hausse des salaires. Bruno Le Maire a fait les gros yeux au patronat, affirmant qu'il «*fera les comptes*

en fin d'année [pour voir] ce que les grandes entreprises [auront] mis sur la table pour protéger nos compatriotes contre l'inflation». Mais son seul engagement concret à ce jour, ce sont de nouvelles baisses d'impôt sur les entreprises : encore des milliards pour ruisseler sur les dividendes.

Les hausses de salaires dignes de ce nom, le monde du travail devra les imposer. Les cheminots anglais ont montré l'exemple cet été en se mettant massivement en grève sur plusieurs jours, encourageant d'autres secteurs à les rejoindre (dockers, postiers et d'autres). En France, les syndicats appellent à des mobilisations dans la santé le 22 septembre et interprofessionnelle le 29 septembre. Il faudra y participer nombreuses et nombreux, mais surtout s'organiser à la base sans attendre.

Maurice Spitz

1 – Après déduction de l'inflation, l'évolution réelle sur un an est ainsi de -3,1% pour les salariéEs du privé, -2,6% pour les fonctionnaires et -2,1% pour les pensions et prestations.

autre augmentation, ils veulent que nous négocions nos conditions de travail. [...] Les choses sont arrivées à un point critique et nous n'avons pas d'autre choix que de faire la grève. Il n'y a rien d'autre que nous puissions faire – c'est notre pouvoir et nous allons l'utiliser.»

Les grévistes savent qu'ils ont frappé fort. L'opération de sabotage des patrons – un service squelettique géré par des managers depuis quelques «*hubs*» – semble avoir échoué. «*Nous savons qu'ils essaient de faire des livraisons spéciales à partir de Whitechapel, mais il semble qu'ils se soient trompés dans la distribution et que le courrier soit toujours en bas, ici. Les managers semblent avoir l'impression qu'ils peuvent faire le travail sans nous. Mais le fait est que nous savons ce que nous faisons. Si ça avait été nous, nous aurions fait en sorte que le courrier soit sur*

le fourgon et aille là où il était censé aller. Ils ne sont même pas capables de gérer ça.»

Un mouvement en extension

L'effet d'entraînement de la grève se traduira par des jours de perturbations à venir, avec une autre grève prévue pour mercredi prochain [31 août], et deux autres jours les 8 et 9 septembre.

Le mouvement est d'autant plus puissant que les travailleurs de Post Office, également membres du CWU, se sont également mis en grève pour des raisons salariales vendredi, et qu'ils sont prêts à faire à nouveau grève samedi et mardi.

Les travailleurs de Royal Mail seront également rejoints dans leur grève mercredi prochain par les membres du CWU travaillant pour British Telecom, investis dans une lutte salariale similaire. Cela signifie que,



GUY SMALLMAN

mercredi prochain [31 août], plus de 150 000 personnes sont prêtes à faire grève ensemble pour les salaires. Ensemble, elles prennent un poids particulièrement important dans le

cadre d'une révolte croissante sur les salaires dans tous les syndicats et toutes les entreprises.

Nick Clark, traduction J.S.

Article publié sur socialistworker.co.uk

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Directeur
de publication :**
Julien Salingue

**Secrétaire
de rédaction :**
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 21
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

INDUSTRIE AUTOMOBILE Les firmes automobiles gagnent plus en produisant moins

Stellantis¹ a réalisé huit milliards d'euros de bénéfices au premier trimestre, avec un chiffre d'affaires de 88 milliards d'euros en hausse de 17%. Sans oublier une rentabilité de 14%, un chiffre encore jamais atteint par un constructeur généraliste en Europe.

Stellantis est ainsi devenu le troisième constructeur automobile le plus rentable derrière Tesla et Mercedes. Cela est directement lié à l'exploitation de celles et ceux qui produisent les voitures sur tous les continents du monde : on peut donc en déduire du jamais vu dans l'exploitation du travail des salariés.

Baisse des ventes, hausse des bénéfices

Les résultats de Renault, certes différents, ont toutefois des motifs de satisfaire actionnaires et financiers. Le départ de Renault de Russie, son deuxième marché en termes de ventes, lui aurait coûté 2,3 milliards d'euros selon les comptes publiés en juillet. Le conditionnel est obligatoire car ce chiffre n'est pas de l'argent net sorti des caisses de l'entreprise, mais est le résultat d'évaluations comptables plus ou moins arbitraires. Dans ce contexte, la perte serait de 1,35 milliard d'euros : près d'un milliard d'euros rattrapé en six mois... Et la rentabilité atteint le niveau de 5%, moins que chez Stellantis, mais plus que du temps de Carlos Ghosn !

Les firmes automobiles réussissent à obtenir ces résultats records en produisant et en vendant moins. Ainsi, en Europe, les ventes ont continué de reculer, moins 14% par rapport à l'année précédente. Au total monde, Stellantis a vendu 7% de voitures en moins et Renault 12% (en excluant la Russie).

Dans toutes les usines européennes, et en particulier en France, les premiers mois de l'année 2022 ont vu se poursuivre les désorganisations de la production avec la multiplication des journées de chômage technique suite notamment à la crise non encore terminée de l'approvisionnement en semi-conducteurs. Les travailleurEs en ont payé les conséquences. Pas les firmes, leurs propriétaires et leurs actionnaires. La preuve par les résultats financiers !

Des voitures de plus en plus chères

En fait, les firmes automobiles produisent moins de voitures tout en gagnant plus, et en vendant chaque voiture de plus en plus cher, c'est-à-dire des véhicules de plus en plus lourds et puissants. Leurs clients, ce sont les entreprises qui représentent aujourd'hui plus de la moitié des achats de voitures, et une minorité qui peut acheter une voiture neuve. Le prix moyen d'une voiture en France est de 28 000 euros. Avec la montée des inégalités de revenu et de patrimoine, les firmes automobiles savent où se trouve le fric disponible des acheteurs potentiels.

Cette tendance à l'augmentation du prix des voitures est à l'œuvre depuis une dizaine d'années. Elle éclate aujourd'hui et va se poursuivre avec le passage aux motorisations électriques encore plus chères et encore davantage réservées à une minorité. Cette tendance va bien sûr trouver des limites car les plus riches des acheteurs sont une catégorie qui n'a pas vocation à s'étendre, et la concurrence entre capitalistes pour se partager ce gâteau va s'exacerber.

Déjà en 2021, le bénéfice total réalisé par les seize principaux constructeurs s'était élevé dans le monde à 134,2 milliards d'euros, ayant plus que doublé par rapport à l'année précédente. Pour le premier semestre de cette année, cela continue. Les faits sont là : le passage à l'électrique bouleverse déjà les conditions de travail, et représente une opportunité pour les firmes automobiles d'accroître encore leurs profits. Ne pas les laisser faire, c'est bien l'urgence de l'heure !

NPA auto-critique

1 – Stellantis est né en janvier 2021 de la fusion du groupe français PSA Peugeot-Citroën et de Fiat Chrysler Automobiles (FCA).



WIKIMEDIA COMMONS

USA Les élections de novembre ne sont pas jouées

Donald Trump domine toujours le Parti républicain, mais lui et son parti sont vulnérables.

Il y a deux semaines, lors des primaires du Parti républicain dans le Wyoming, la candidate de Trump, Harriet Hageman, a battu Liz Cheney, la critique la plus virulente et la plus importante de Trump au sein du Parti républicain, en gagnant par 40 points d'écart. Trump a soutenu 200 candidatEs – dont 159 nient que Biden a gagné l'élection. Une majorité de candidats de Trump ont gagné, certains ont perdu. Plusieurs de ses candidatEs victorieux sont des déséquilibres comme le Dr Mehmet Oz en Pennsylvanie, ou des nationalistes blancs comme J.D. Vance dans l'Ohio, partisan de la « théorie du remplacement ». En raison de leurs opinions d'extrême droite, il pourrait leur être difficile de gagner aux élections générales. Convaincus de cela, les Démocrates ont contribué à financer certains d'entre eux – une manœuvre qui a pour but d'éliminer des républicains plus modérés et jugés plus susceptibles de battre les candidatEs démocrates.

Une foule de problèmes juridiques pour Trump

Trump continue de dominer le parti, mais les problèmes juridiques de l'ancien président pourraient poser des problèmes. Le procureur général des États-Unis, Merrick Garland, avec l'approbation d'un juge fédéral, a obtenu un mandat de perquisition et a envoyé le 8 août des agents du FBI perquisitionner la maison de Trump à Mar-a-Lago pour récupérer de nombreuses



WIKIMEDIA COMMONS

boîtes de documents, dont certains papiers secrets traitant de questions nucléaires, que Trump avait illégalement emportés avec lui lorsqu'il a quitté la Maison Blanche. Le mandat stipulait que la perquisition était fondée sur de possibles crimes : la dissimulation, la mutilation ou la suppression de documents ; l'obstruction de la justice, notamment la destruction, l'altération ou la falsification de documents dans le cadre d'enquêtes fédérales ; et d'éventuelles violations de la loi sur l'espionnage. Trump pourrait être inculpé pour ces délits.

Merrick Garland, qui enquête également sur l'insurrection du 6 janvier 2021 et la tentative de coup d'État, pourrait également porter des accusations contre Trump pour son rôle dans ces événements. L'enquête de la Chambre des représentants des États-Unis sur le 6 janvier a fait valoir que Trump était responsable d'un complot visant à organiser l'insurrection et à renverser les résultats de l'élection de 2020, ce qui fait pression sur Garland pour

qu'il soit inculpé. Trump pourrait être inculpé en Géorgie également pour ingérence criminelle dans l'élection présidentielle de 2020, lors de laquelle il a demandé au secrétaire d'État de Géorgie Brad Raffensperger, le plus haut responsable des élections dans l'État, de « trouver 11 780 votes ». Biden a battu Trump en Géorgie par 11 779 voix. À New York, la procureure générale de l'État, Letitia James, enquête au civil sur l'accusation selon laquelle Donald Trump aurait fait de fausses déclarations sur les finances de ses entreprises, tandis que le procureur du district de Manhattan, Alvin Bragg, dans une enquête criminelle parallèle, a déjà lancé deux inculpations – la Trump Organization et son directeur financier Allen Weisselberg ont été inculpés en juillet 2020.

Du côté des Démocrates

Fidèle à lui-même, Trump affirme qu'il est innocent de tout acte répréhensible et qu'il est persécuté par les Démocrates et « l'État profond ». La plupart des partisans de Trump

– environ 40% de l'électorat – lui restent fidèles et se sont ralliés à lui, ce qui en fait le candidat républicain probable à la présidence en 2024, s'il n'est pas en prison.

Certains Républicains se sont cependant éloignés. Un sénateur républicain de l'État du Colorado, Kevin Priola, a récemment quitté le Parti républicain et est devenu démocrate parce que, selon lui, les attaques des Républicains contre la démocratie constituent une « menace existentielle ». Des groupes de pression tels que le Republican Accountability Project dépensent des millions pour tenter d'atteindre la base de Trump et de la faire changer d'avis, mais sans grand succès jusqu'à présent.

Joe Biden, qui qualifie la politique de Trump de « semi-fascisme », a vu sa popularité remonter quelque peu et les chances des Démocrates aux élections de mi-mandat s'améliorent. Les Démocrates ont récemment réussi à faire adopter la loi dite de « réduction de l'inflation » qui prévoit un budget de 369 milliards de dollars, la législation environnementale la plus importante depuis des années. À également été adoptée une loi qui prévoit un financement de 52,7 milliards de dollars pour promouvoir le soutien à la fabrication de semi-conducteurs aux États-Unis.

Le Congrès soutient les dépenses militaires pour l'Ukraine tandis que le Sénat a approuvé la proposition d'admettre la Suède et la Finlande au sein de l'Otan. Enfin, Biden a utilisé ses pouvoirs présidentiels pour annuler des millions de dollars de dettes d'étudiantEs. Tout cela renforce Biden, de même que l'opposition à l'annulation du droit à l'avortement par la Cour suprême républicaine, et pourrait pousser les Démocrates (dont les primaires voient en général la victoire des postulants modérés sur la gauche du parti) à se rendre aux urnes en nombre suffisant pour conserver le Sénat et peut-être – bien que cela soit peu probable – conserver la Chambre des représentants.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

ÉCOLOGIE Le plan Biden pour le climat : un marché de dupes

Retour sur le volet climat du plan adopté le 12 août par le Congrès étatsunien (« Inflation Reduction Act 2022 »), qui prévoit notamment des investissements de 370 milliards de dollars pour le climat et de 60 milliards pour la santé.

Le plan Biden paraît ambitieux :

- 370 milliards de dollars alloués pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40% d'ici à 2030 ;
- Une série de mesures centrées sur des crédits d'impôt pour soutenir la production d'énergies renouvelables (30 milliards de dollars), pour « verdir » la production industrielle (10 milliards) et agricole (20 milliards), et pour créer une « banque verte » destinée à soutenir des projets de transition écologique (27 milliards) ;
- Des soutiens directs aux citoyenEs, primes pour l'achat de véhicules électriques, et des aides aux communautés victimes d'injustice climatique (60 milliards).

« Pacte de suicide climatique »

Mais ce plan est le fruit de nombreuses concessions aux intérêts des énergies fossiles et repose sur le soutien à l'investissement privé, dans une vision libérale classique de « croissance verte ». En s'appuyant sur Joe Manchin, élu démocrate de Virginie-Occidentale, les lobbies industriels ont eu la

peau des dépenses sociales du plan initial (plan « Build Back Better » de 1700 milliards de dollars, finalement retoqué). Et au total :

- 370 milliards de dollars : une somme qui n'a rien d'exceptionnel si on la compare au PIB des États-Unis (23 000 milliards en 2021) et au budget fédéral (6 000 milliards en 2022) ;
- Des primes pour l'achat de véhicules électriques alors que leur impact écologique global les disqualifie dans la lutte climatique ;
- Des aides aux communautés les plus pauvres que le soutien aux énergies fossiles risque de multiplier.

Ce plan ressemble à un « pacte de suicide climatique », selon le directeur étatsunien du centre pour la biodiversité. « C'est une révolution pour les énergies renouvelables appuyée sur une croissance des énergies fossiles », explique un responsable de Greenpeace.

Le plan prévoit de faciliter les autorisations d'exploitation des ressources fossiles et d'augmenter les investissements dans le « fracking » (fracturation hydraulique pour l'extraction du pétrole et du gaz de schiste). Les États-Unis pourront

accélérer les livraisons de gaz de schiste vers l'Europe pour remplacer le gaz russe, au détriment du bilan « écologique » du plan.

Un symbole : les Démocrates se sont engagés à soutenir le projet d'un gazoduc vers la Virginie-Occidentale, le Mountain Valley Pipeline, contre l'avis des écologistes et de la justice locale.

Les crédits d'impôts pour les technologies de capture du carbone permettront d'accroître les subventions aux entreprises du charbon et du ciment...

Un compromis tragique

Comme le souligne le Monde¹, « les énergies nouvelles seront liées aux fossiles dans la délivrance des permis d'exploiter sur les terres fédérales. Pas d'éoliennes ou de panneaux solaires sans que le département de l'intérieur (qui contrôle et préserve les terres appartenant à l'État) n'ait d'abord ouvert l'exploitation au gaz et au pétrole », revenant sur une promesse de Biden de suspendre tout nouveau permis sur les terres de l'État !

Darren Woods, PDG du géant énergétique ExxonMobil, a qualifié le plan de pas dans la bonne direction, et a

soutenu les dispositions concernant le pétrole et le gaz.

Les dépenses sociales ont disparu, en particulier l'objectif de bâtir une vraie « sécurité sociale ». La gauche démocrate a perdu cette bataille : l'argent va d'abord aux entreprises, supposées assurer, avec l'aide de l'État, l'intérêt général.

Le moyen de faire passer la pilule est un ensemble de mesures qui s'attaquent aux effets les plus injustes de la politique fiscale du pays : baisse du prix des médicaments traditionnellement très élevés, établissement d'une taxe de 15% sur les profits des multinationales qui échappent quasi intégralement à l'impôt sur les sociétés, et une lutte plus rigoureuse contre la fraude fiscale.

Loin d'être une avancée historique, ce plan est un compromis tragique. Le gouvernement des États-Unis – comme les autres – sacrifie aux intérêts bien compris des grandes entreprises énergétiques, en limitant les mesures nécessaires face à l'urgence climatique.

Commission nationale écologie

1 – Corinne Lesnes, « Aux États-Unis, le plan climat de Joe Biden suscite espoirs et réticences », le Monde, 10 août 2022.

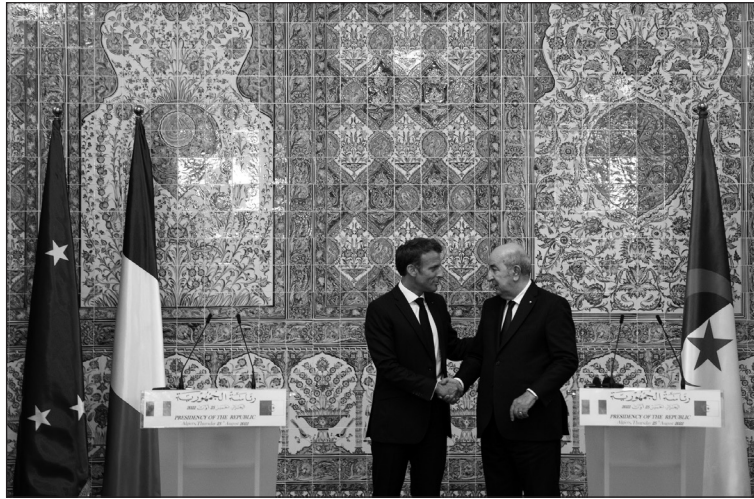
Les choses sérieuses se sont discutées avec les décideurs, les vrais. Ceux qui ont réprimé le hirak, qui ont arrêté plus de 10 000 personnes, mis en prison plus de 300 détenus d'opinions, criminalisé toute activité liée au hirak ou en opposition au pouvoir et sa politique. D'ailleurs, sur une question sur les atteintes graves aux droits de l'homme en Algérie, Macron a esquivé, déclarant que c'est un problème de souveraineté algérienne et qu'il ne pouvait s'ingérer et néanmoins qu'il faisait confiance à Tebboune. Indirectement, il répondait à des associations qui, au nom de la diaspora, l'ont interpellé par une pétition. Il est évident que les intérêts économiques passent avant les droits humains, ce qui est dans la nature des impérialismes qui imposent leur puissance au monde.

Géopolitique impérialiste

Macron a surtout parlé de gaz, de sécurité au Sahel et d'un apaisement réciproque dans les relations, si nécessaire à la géopolitique impérialiste de la France. Bien que réduisant à 9% l'apport gazier algérien à la France, Macron sait que la guerre en Ukraine change la donne et que l'Algérie devient un pays très convoité pour son gaz et ses hydrocarbures en ces temps de crise. Assurer ses arrières et replacer l'Algérie dans un système d'approvisionnement énergétique qui sécurise l'Europe est l'objectif ciblé avec le pouvoir algérien. La question de la démocratie, on verra plus tard. Un « partenariat renouvelé » est signé où, derrière les éléments de langage classique, il y a une augmentation des approvisionnements en gaz pour la France afin de garantir une sécurité énergétique pour l'hiver face aux incertitudes de la guerre en Ukraine. Pas question pour Macron de laisser l'Italie supplanter la France dans ce commerce stratégique. Il est évident que la France ne veut pas perdre son influence

NÉOCOLONIALISME Macron en Algérie : entre le raï et le gaz

Macron s'est bien amusé en Algérie. Il a découvert, à Oran, DJ Snake, Disco Maghreb et le fameux Boualem, un des promoteurs des chanteurs de raï. Il a dragué la jeunesse algérienne en en faisant l'acteur premier dans la nouvelle configuration des relations algéro-françaises où le mémoriel, la culture, le sport et le cinéma sont privilégiés. Ça c'était pour la com.



DR

géostratégique dans la région. Conscient que le vieux continent perd de sa puissance devant l'impérialisme US, les velléités hégémoniques chinoises et le réveil impérialiste de la Russie, Macron et sa technocratie impérialiste se recentrent sur le vieil empire colonial en recherchant efficacité des intérêts et émergence de nouvelles élites, particulièrement dans la jeunesse. L'islamisme lui complique les choses au Sahel malgré l'interventionnisme militaire français dont l'échec est patent. La réunion de Macron avec les généraux-décideurs du pouvoir algérien est significative de sa volonté d'associer ceux-ci à une gestion sécuritaire de la région du Sahel pour non seulement contrer les islamistes et leurs approvisionnements en armes, mais surtout

rechercher des solutions politiques stabilisatrices à la crise au Mali et dans tout le Sahel.

Une relation donnant-donnant

Dans ce vieil empire colonial, Macron parle avenir et pense en termes générationnels, mais les intérêts impérialistes français ne peuvent se contenter d'élucubrations abstraites. Total, Bouygues ou Areva ont besoin de stratégie politique concrète pour amplifier leur surprofits dans le continent africain et en Algérie. Les généraux algériens, formule journalistique pour désigner en fait cette bourgeoisie militaro-bureaucratique, incrustée organiquement dans les appareils d'État et qui exerce un monopole d'une rare violence sur le pouvoir, les libertés et la vie économique et sociale, participent

à cette France-Afrique à leur façon. Elle intègre les intérêts capitalistes de la France en offrant des parts de marché élevées aux entreprises françaises, mais exige un retour aussi bien par les formes de corruption suffisamment identifiées que par une légitimité internationale qu'elle espère confortée par la France du fait du divorce du pouvoir algérien avec sa population. Tebboune semblait bien satisfait du satisfecit de Macron dont les éléments de langage pro-Tebboune ne semblaient pas dénués d'arrière-pensées. Macron rentre au bercail avec l'assurance de Tebboune d'un approvisionnement garanti pour l'hiver (on parle d'une augmentation de 50%). Il s'est assuré des gages « interventionnistes » du pouvoir algérien dans la crise du Sahel et les tensions de la France avec le Mali lors de sa réunion avec les généraux algériens (l'opacité est totale pour le moment) et il espère un déblocage psychologique si indispensable à une relation « apaisée » avec l'Algérie. La rubrique mémorielle et un peu plus de visas suffiront. Les détenus d'opinion, l'article 87 bis, le piétinement continu des libertés, l'extradition programmée des sans-papiers vers l'Algérie, etc., tout cela ne rentre pas dans les rubriques du soft power de Macron. Les généraux pourront continuer à réprimer et à... s'enrichir sous le parapluie de la France.

Abder Raphi

RUSSIE-UKRAINE « La guerre russo-ukrainienne a mis fin à la période post-soviétique »

Six mois après le début de la guerre de la Russie de Poutine contre l'Ukraine, nous publions une contribution de l'historien Taras Bilous, membre de Sotsialniy Rukh (Mouvement social, Ukraine).

Que se serait-il passé si les États-Unis avaient reconnu l'appartenance de l'Ukraine à la sphère d'influence russe au moment de l'invasion de 2022? Peut-être que si les gouvernements occidentaux avaient fait comprendre aux Ukrainiens qu'ils ne devaient pas s'attendre à un soutien occidental significatif, cela aurait contraint Zelensky à adopter une politique plus prudente et à faire éventuellement des compromis. Après tout, la prise de conscience que l'Occident ne les protégerait pas d'une éventuelle occupation soviétique a été l'un des facteurs clés qui ont conduit les Finlandais, après deux guerres sanglantes, à accepter de soumettre leur politique étrangère à l'Union soviétique.

La guerre aurait-elle pu être empêchée?

Premièrement, il convient de noter que même si l'Ukraine avait accepté la « finlandisation », ses conséquences auraient été très différentes de celles de la Finlande – avant tout parce que la Russie moderne est un État capitaliste doté d'un régime autocratique réactionnaire, et non l'Union soviétique. Deuxièmement, à mon avis, l'acceptation par les États-Unis d'une division en sphères d'influence avec la Russie n'aurait pas apporté la paix. Compte tenu de la concurrence politique et de l'opinion publique, dont la plupart étaient, d'une manière ou d'une autre, opposés aux exigences de la Russie, il est peu probable que Zelensky aurait accepté des concessions sérieuses. Et même s'il avait accepté, le Parlement n'aurait pas approuvé ces concessions; au mieux, cela aurait conduit à de nouvelles élections qui auraient été gagnées largement par des forces plus nationalistes. Pour empêcher la guerre en cours, il aurait fallu que des changements dans les relations politiques entre l'Ukraine et l'Occident interviennent beaucoup plus tôt – et non dans les mois qui ont précédé l'invasion.

ASIE-PACIFIQUE Ne pas oublier les TaïwanaisES, otages d'un conflit géopolitique

Présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi est à Washington, dans l'ordre protocolaire, le troisième personnage de l'État, après le président Joe Biden et la vice-présidente Kamala Harris. Son escale à Taïwan, les 2 et 3 août, dans le cadre d'une tournée asiatique, avait donc un poids politique important et il fallait s'attendre à ce que Pékin réagisse. Et le président Xi Jinping a surréagi, ordonnant, entre autres, des exercices militaires d'une ampleur et d'une agressivité supérieures aux précédents.

La fin d'une ère?

Cette dernière crise en date dans le détroit de Taïwan est restée soigneusement calibrée. L'invasion de l'île n'a jamais été à l'ordre du jour et Pékin a rapidement annoncé que les exercices militaires se termineraient au bout de cinq jours. La crise s'inscrit cependant dans le cadre d'une montée des conflits géopolitiques entre les États-Unis et la Chine, en particulier dans la région Asie-Pacifique, et signifie probablement que l'ère d'un équilibre régional maintenu sous tension grâce à « l'ambiguïté » arrive à son terme.

La tension est montée d'un cran après la visite éclair de Nancy Pelosi à Taipei et la « sur-réaction » de Pékin. La dynamique de militarisation de l'Asie-Pacifique s'accélère, mais les préoccupations géopolitiques ne doivent pas occulter les droits des TaïwanaisES.

Taïwan est de fait un État indépendant, mais ne s'est jamais déclaré tel, Washington se gardant d'expliquer jusqu'où pourrait aller son soutien en cas de conflit ouvert. Depuis que les relations diplomatiques ont été rétablies, en 1979, avec la République populaire, les États-Unis ont « reconnu » que pour Pékin, Taïwan était une province chinoise, mais n'ont pas fait leur cette position. Le Parti communiste chinois (PCC) a constamment rappelé son interprétation de la politique « Une seule Chine » (qui fait que Taïwan est exclue des institutions internationales onusiennes) et sa revendication territoriale, menant régulièrement des exercices militaires de routine dans le détroit, mais sans engager pour autant un bras de fer.

Spirale infernale de militarisation

Il est vain de chercher à savoir qui a commencé à rompre cet équilibre dans l'ambiguïté. Xi Jinping y a lui-même contribué, quand il a clamé haut et fort que sous sa présidence,

l'île serait reconquise, par la force s'il le fallait. Les TaïwanaisES sont aujourd'hui otages d'un conflit géopolitique qui les dépasse. La récente crise du détroit n'est pas la cause de la montée des tensions géopolitiques entre les États-Unis et la Chine, mais plutôt sa conséquence. Dans ce contexte global, l'enjeu taïwanais garde certes une importance spécifique du fait de sa situation au cœur d'une mer de Chine du Sud ultra-militarisée et de son poids économique, comme sa réussite technologique, sans commune mesure avec sa taille (23 millions d'habitants). De provocation en provocation, de sanction en sanction, une spirale infernale de militarisation et une nouvelle course aux armements sont engagées. Le gouvernement japonais vise à achever son réarmement (y compris nucléaire) et participe activement à de vastes exercices aéronavals avec les États-Unis, qui renforcent leur coopération avec l'Australie. La Chine participe à de grandes manœuvres militaires avec la Russie en Sibérie.

Solidarité avec les TaïwanaisES

La question qui nous est posée n'est pas de « choisir notre camp » dans cette confrontation entre puissances, mais de renforcer le mouvement antiguerre en Asie, ainsi que de le reconstituer sur le plan international – et d'intégrer cette dimension aux mobilisations sur le climat, car le prix que l'humanité va payer pour un tel conflit qui attise la crise écologique globale va être très lourd. Les enjeux géopolitiques ne doivent pas faire oublier la solidarité envers les TaïwanaisES. L'histoire de l'île est bien distincte de celle de la Chine continentale. Le Parti communiste chinois, à l'époque de Mao Zedong, a d'ailleurs longtemps reconnu son indépendance, avant que cette question ne devienne un enjeu clé dans son combat contre le Guomindang de Tchang Kai-chek. Quoi qu'il en soit, ce qui importe, c'est le sentiment actuel de la population de Taïwan qui ne se considère pas comme partie prenante de la Chine de Xi Jinping.

Pierre Rousset

COMMENT LE GROUPE TOTAL PEUT-IL ENCORE RESTER EN UKRAINE?!

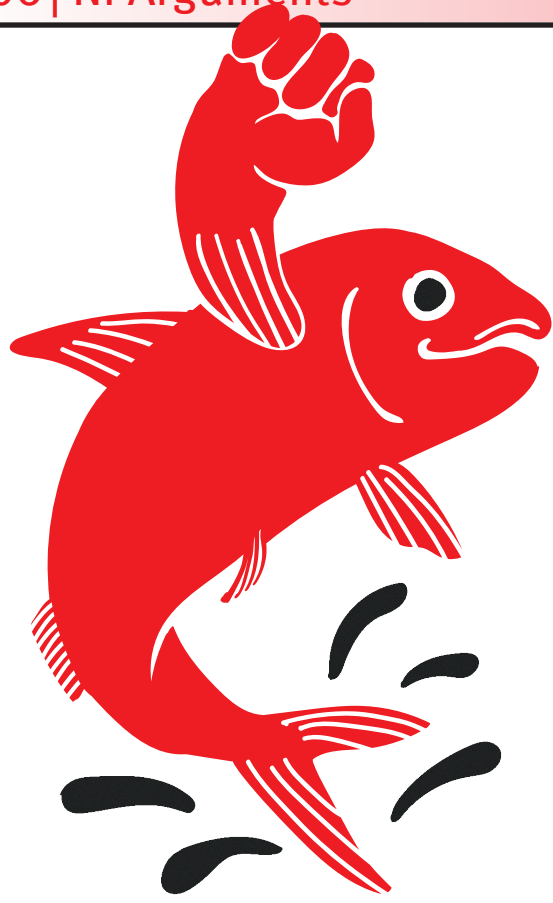


Si la Russie l'emporte...

Si les États-Unis avaient officiellement reconnu que l'Ukraine faisait partie de la sphère d'influence russe, ils auraient peut-être encouragé la classe dirigeante russe à agir de manière plus décisive. Poutine a osé envahir l'Ukraine malgré la pression des États-Unis. Qu'est-ce qui pourrait l'empêcher d'essayer de répéter les actions soviétiques en Hongrie si les États-Unis promettaient de ne pas fournir d'assistance militaire à l'Ukraine? Comme pendant la guerre froide, le résultat à long terme d'une telle division en sphères d'influence serait une augmentation des forces réactionnaires. Cela inclut le renforcement du régime de Poutine en Russie et la résistance à l'occupation russe, dans laquelle l'extrême droite est susceptible d'acquiescer l'hégémonie en Ukraine. La guerre russo-ukrainienne a mis fin à la période post-soviétique. La nature de la période qui s'ouvre, y compris ce que nous vivons actuellement, sera décidée sur le champ de bataille. Si l'Ukraine gagne, nous aurons enfin une chance d'obtenir des changements progressifs non seulement en Ukraine, mais aussi dans l'espace post-soviétique au sens large. Si la Russie l'emporte, l'Europe de l'Est plongera dans un enfer de réaction toujours plus grand au cours des prochaines décennies.

Taras Bilous, traduction J.S.

Version intégrale (en anglais) sur <https://spectrejournal.com/>



RETOUR SUR LA 14^E UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU NPA



14^E UNIVERSITÉ D'ÉTÉ: LE PLEIN DE DÉBATS POUR PRÉPARER LA RENTRÉE SOCIALE ET POLITIQUE

Avec plus de 750 participantEs, notre rendez-vous de rentrée à Port-Leucate a affiché plus que complet, un vrai succès. Certains participantEs ont même dû goûter aux joies du camping (qu'ils en soient remerciés) pour pouvoir assister à un programme en prise directe avec les discussions qui agitent notre camp social.

S'il fallait s'en convaincre, les chiffres de participation aux réunions et ateliers du programme suffisent pour montrer que, dans une période instable marquée par de nouveaux enjeux, le besoin d'analyses et d'échanges se fait sentir. Jusqu'à près de 500 participantEs dans l'ensemble de nos ateliers les deux premiers jours, et toujours entre 350 et 400 le dernier après-midi. Livrons-nous donc à un petit passage en revue, malheureusement trop partiel pour rendre compte de la soixantaine de réunions, ateliers, rencontres, travaux pratiques et autres soirées...

PrésentEs!

Richesse de notre université d'été, les rencontres avec nos invitéEs étaient encore nombreuses cette année. Questions politiques, questions de société... Nous avons pu ainsi entendre l'autrice Irene sur les questions portées par une nouvelle génération féministe, le politiste Alex Mahoudeau (dans un atelier fréquenté par une centaine de personnes autour du « wokisme ») ou l'économiste Stefano Palombarini qui a dialogué avec notre camarade Olivier Besancenot autour des enjeux de la crise politique. Habitue des lieux, l'historienne Laurence De Cock a participé à un atelier autour de l'offensive contre l'école publique. Autour de différentes thématiques transversales au programme, il était donc possible d'entendre trois historienEs nous parler du développement du racisme en France et du colonialisme : Aurélie Michel, Carole Reynaud-Paliogot et Fabrice Riceputi. Dans les ateliers proposés par la commission nationale écologie étaient présents Laura Petersell, Kevin Certenais sur la sécurité alimentaire, ainsi qu'Amandine Mallants (Confédération paysanne Occitanie). Autour d'ouvrages présentés par leurs auteurs, les rencontres de

17h à la librairie la Brèche ont vu défile Thierry Ribault sur la résilience, Alexander Neumann sur la révolution, Michel Touzet sur les guides des villes coloniales et notre toujours prolifique camarade Michael Löwy (qui a présenté ses deux derniers ouvrages). Un hommage a en outre été rendu à notre camarade Helena, pilier de la librairie et de l'université d'été, qui nous a quittés cette année.

Internationalistes!

Au niveau des questions internationales, que ce soit dans le cycle « Impérialismes et internationalisme » ou dans des ateliers séparés, nous avons pu ainsi échanger avec notre camarade Gilbert Achcar (dont les deux réunions autour de la guerre et des redéploiements impérialistes ont été très fréquentées), Daria Saburova (militante ukrainienne), Dimitri et Maria (militantEs russes anti-guerre qui ont aussi pris la parole lors du meeting de l'université d'été), nos camarades Catherine Samary et Elisa Moros (toutes deux actives dans la solidarité avec le peuple ukrainien). Mais d'autres coins du monde n'ont pas été oubliés : avec Kamel Aissat, militant du Parti socialiste des travailleurs et Abderezac Adel, universitaire et militant anticapitaliste algérien ; avec Monira Mouhoun, animatrice de la campagne BDS en solidarité avec le peuple palestinien ; avec Franck Gaudichaud et Marie Solet pour faire le point sur les dynamiques en Amérique latine ; enfin, aux côtés de Philippe Poutou pour parler de la situation actuelle du Pays basque : Argitxu Dufau, porte-parole du syndicat LAB au Pays basque Nord, et Iker Elizalde, conseiller départemental EH Bai. Sur les questions internationales, on pourra se reporter à l'article dédié.

En débat(s)...

Dans une séquence post-électorale nouvelle, les débats sont nombreux sur la reconstruction

d'une alternative politique et de la force politique pour la porter. Dans ce cadre, « Débats pour une gauche de combat », un cycle de quatre séances et d'une plénière mardi après-midi (plénière qui a fait le plein, avec une salle comble de 350 participantEs) étaient consacré aux dynamiques qui traversent la gauche sociale et politique. Un article spécifique y est consacré.

À quelques mois d'un congrès important pour le NPA, le comité exécutif proposait deux débats centraux et deux ateliers, avec pour objectif de revenir sur les questions qui ont agité notre discussion interne (conduisant souvent à des positionnements publics différents). Le premier débat central, dimanche, portait sur la guerre en Ukraine et a réuni plus de 150 personnes. Le second qui s'est tenu mardi, était consacré aux enjeux du prochain congrès, et n'a pas été en reste niveau fréquentation. Les deux autres ateliers, consacrés à la lutte contre l'extrême droite (entre 70 et 80 personnes le dernier jour) et à notre projet de société (une grosse centaine de participantEs) ont été tout aussi réussis. On pourra se réjouir que l'ensemble de ces débats se soit tenu dans un climat respectueux qui a globalement permis des échanges apaisés, malgré les désaccords.

Et en soirée!

Que serait notre université d'été sans ses soirées... Ne parlons pas seulement ici des temps proposés dans le cadre du programme, mais aussi de tous les moments, au bar, sur la piste de danse jusqu'à tard dans la nuit, lors d'un karaoké devenu incontournable, ou même cette année autour d'un bingo détendu sous la pergola... Vous l'avez compris : tout ce qui se passe à Port-Leucate reste à Port-Leucate. Mais pour revenir au programme, les projections étaient au rendez-vous. À commencer par l'avant-première du film documentaire *Il*

nous reste la colère, en présence des deux réalisateurs Jamila Jendari et Nicolas Beirnaert et, bien entendu, de notre camarade Philippe Poutou (à rattraper en salles à partir du 30 novembre pour sa sortie officielle). 150 spectateurEs ont ainsi pu revenir sur la lutte au long cours des Ford à Bordeaux Blanquefort. Trop peu vu de ce côté-ci de la frontière, nous avons aussi pu projeter le film d'animation de Fermin Muguruza, *Black is Beltza*, entre Pays basque et USA. Iban Rusinol, musicien basque qui a participé à sa production, nous a livré toute une série de précisions et d'anecdotes qui éclairent le fond de ce film. Nous avons même eu la primeur de voir la bande-annonce de sa suite qui sera en salles dans quelques semaines. Mardi soir, programme unique pour rendre hommage à notre camarade Alain Krivine, autour d'images (quelquefois inédites), tranches de vie de l'engagement d'Alain, et de prises de parole parfois émouvantes. Profitons-en aussi pour signaler que l'exposition d'affiches organisée par l'association RaDAR, « 1981, la campagne présidentielle oubliée d'Alain Krivine », a été fort appréciée.

Signalons enfin la soirée de présentation des rééditions des livres de l'irremplaçable Maurice Rajsfus par Marc Plocki et Olivier Besancenot (cf. page 12) et la rencontre culturelle – toujours appréciée – avec notre camarade Michael Löwy autour du sur-réalisme après la mort d'André Breton.

Bref, vous l'aurez compris, notre université d'été reste un rendez-vous toujours très riche, et dont on peine ici à rendre compte. Heureusement que d'autres articles et pages de cet hebdomadaire y sont consacrés, en particulier pour parler du meeting de rentrée du NPA et des deux grands cycles. Sur ce, donnons-nous rendez-vous fin de l'été 2023 pour de nouvelles aventures.

Commission Université d'été du NPA



« DÉBATS POUR UNE GAUCHE DE COMBAT » L'HEURE EST À LA CONVERGENCE ET À LA CONSTRUCTION D'UN OUTIL AU SERVICE DE LA MAJORITÉ

Le cycle « Débats pour une gauche de combat » (quatre ateliers et une plénière) qui s'est tenu à l'Université d'été 2022 visait à réunir des représentantEs de différents courants de la gauche radicale (comme l'UCL, Rejoignons-nous, Ensemble, Gauche écosocialiste...) ainsi que les acteurEs qui, dans la période, s'opposent aux politiques néolibérales (comme l'Union populaire représentée par Aurélie Trouvé). Les débats ont porté notamment sur la situation post-élections, la lutte contre l'extrême droite et la stratégie et les outils nécessaires pour la construction d'un pouvoir au service de la majorité.

Les différentEs intervenantEs partagent les constats autour des principales coordonnées de la période. Les résultats des élections législatives et présidentielles ont mis en évidence l'émergence de trois blocs structurant les conflits de classe dans un contexte marqué par une percée historique de l'extrême droite, une exacerbation des rivalités inter-impérialistes et de la crise climatique et énergétique. Au cours des différents ateliers, ils et elles ont également évoqué l'importance de construire des convergences pour stopper les réformes antisociales à venir (retraites, assurance chômage, politiques d'austérité...) et faire face à l'urgence sociale et écologique.

Gauche plurielle, gauche de combat, gauche révolutionnaire

Si l'opposition à Macron et la volonté d'agir ensemble face à la montée des idées d'extrême droite constituent des points d'accord unanimes, des nuances et des flottements émergent au niveau des stratégies à mettre en œuvre, des définitions de l'étiquette « gauche de combat » et des délimitations par rapport à la Nupes. Des thèmes sur lesquels les militantEs du NPA reviennent constamment au fil des discussions en manifestant des positionnements qui reflètent d'une façon de plus en plus claire les écarts entre les projets et les pratiques militantes des différentes âmes du parti. Le désaccord porte en l'occurrence sur le soutien critique de la majorité du NPA à la Nupes lors des élections législatives et se transpose sur les tactiques actuelles de front unique sous prétexte que celles-ci constitueraient un risque de dissolution du parti et de sa perspective révolutionnaire. À la tribune, personne en réalité ne se fait d'illusions sur la Nupes dont il n'est pas question de nier le caractère réformiste voire opportuniste. Sans assumer une posture sectaire, Rejoignons-nous précise d'emblée ses réserves vis-à-vis de la Nupes : si le programme de LFI est convaincant sur le plan de l'écologie et des revendications sociales et a évolué sur les questions liées à l'islamophobie, il ne faut pas oublier les limites de l'UP en termes de démocratie interne, du choix de certains candidats ainsi que du sketch autour de la présence du PS dont la posture n'est pas exempte d'ambiguïtés. Soupçons qu'Aurélien Trouvé (ancienne présidente d'Attac et députée LFI de la 9^e circonscription de Seine-Saint-Denis) tient à démentir en pointant le fait que la Nupes se serait construite en rupture avec la politique libérale menée par François Hollande. La position

de la Gauche écosocialiste (ex Ensemble insoumis) semble être moins tranchée sur cette question. Pour cet acteur, la présence d'un bloc populaire progressiste et écolo, constituant un contre-poids au bloc autoritaire-raciste et au bloc libéral, est une donnée rassurante. Cela aurait permis une nouvelle polarisation à gauche autour des thématiques des retraites, de la redistribution des richesses et de la planification écologique. La Nupes, avec LFI comme barycentre, ne serait donc pas une nouvelle mouture de la gauche plurielle car son programme, défini, d'une façon confuse, comme « réellement social démocrate », se situerait en rupture avec le libéralisme et le productivisme.

L'enjeu de l'espace commun en construction serait alors celui de bâtir une gauche de combat à la fois dans et à gauche de la Nupes, permettant d'écarter le scénario italien et d'ouvrir un nouvel horizon.

Un outil au service des luttes et de l'émancipation

Malgré la redondance de certaines discussions et les discussions internes au NPA, les débats ont réussi à toucher des points cruciaux sur lesquels la gauche radicale devra se pencher dans les mois à venir. Pour Autogestion et émancipation (courant d'Ensemble), la nécessité de formuler une critique de la Nupes et des illusions qu'elle peut générer n'efface pas l'urgence d'une reconstruction de la gauche. Les défis, précise Gaëlle pour l'UCL, vont être tant du point de vue des mobilisations qu'au niveau des projets – libéral, raciste, islamophobe – que nous devons combattre. Si le camp de Mélenchon semble pouvoir encourager et alimenter un espoir notamment sur la question des retraites, les tâches des courants révolutionnaires restent centrales pour amplifier les mouvements actuels (féministes, écologistes, LGBTI, antiracistes...) et construire un projet d'émancipation. Cela oriente le débat vers la construction d'un projet commun qui touche les points névralgiques autour du travail et du contrôle de l'économie, des combats pour l'autodétermination des peuples, de la protection de l'environnement et de la lutte contre les oppressions. Sans renoncer au parti en tant qu'outil stratégique permettant de produire une analyse de la situation, formuler des hypothèses stratégiques et déterminer collectivement les tâches, la construction d'un espace d'élaboration politique plus large permettrait d'être mieux armés face à l'ampleur du défi et à la course de vitesse qui s'impose. Pour une grande partie des intervenantEs il est avant tout question de promouvoir une structuration par en bas, par les luttes et les

mobilisations, ce qui se heurte avec la démarche jusque-là électoraliste et le fonctionnement pyramidal de LFI/UP.

Des pistes intéressantes pour un travail commun

Ce cycle de débats de l'UDT a permis d'explorer plusieurs pistes intéressantes :

1 – L'outil du front unique semble constituer l'option la plus concrète et la plus adaptée

dans la période. Cet outil doit pouvoir fonctionner d'une façon démocratique, promouvoir des formes d'autogestion et s'appuyer sur les aspirations et les préoccupations des dominéEs d'une façon à pouvoir articuler des besoins et des solutions immédiates et ponctuelles avec le projet, plus large, d'une autre société. L'aspiration à l'unité, exprimée par notre camp social à travers le vote, constitue un

facteur d'encouragement pour préparer des luttes autour des thématiques clés comme les salaires, les retraites, la transition écologique... Pour ce faire, nous avons besoin d'espaces communs qui puissent impulser et organiser des mobilisations desquelles dépendra aussi la construction d'une conscience dans notre capacité collective à changer l'état des choses existant.

2 – Les intervenantEs parlent d'une étape particulière de recomposition de la gauche où il est, pour les uns (en particulier pour la Gauche écosocialiste et l'UP), indispensable de renforcer et radicaliser le bloc populaire et, pour les autres (UCL, NPA, Rejoignons-nous), de constituer une gauche de combat en rupture

avec le capitalisme. Plusieurs propositions concrètes ont été avancées : l'organisation d'assemblées régulières entre les différents courants, la constitution de parlements locaux s'appuyant sur les expériences réussies des collectifs de campagne pour les législatives, la mise en mouvement de collectifs, locaux et nationaux, composés des différents acteurEs en lutte (politiques, syndicaux, associatifs...).

Pour le NPA, l'enjeu sera avant tout celui de tenir les deux bouts : d'un côté, l'ouverture aux autres courants et le travail politique à une échelle large et, de l'autre côté, le maintien d'une perspective stratégique de transformation révolutionnaire de la société.

Hélène Marra

ATELIERS INTERNATIONALISTES ET CYCLE « IMPÉRIALISMES »

L'INTERNATIONALISME TOUJOURS AU CŒUR DE NOTRE UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

La guerre en Ukraine a ainsi été présente dans cinq ateliers. Deux ateliers avec Gilbert Achcar, auteur de nombreux livres sur les impérialismes et la lutte des peuples pour leur droit à l'autodétermination nationale, ont permis de discuter d'abord le contexte général d'affrontements croissants entre grandes puissances pour la domination du monde (« États-Unis, Chine, Russie, une nouvelle guerre froide ? »), puis la mortifère dynamique de militarisation du monde, d'autant plus scandaleuse avec la crise climatique qui ne cesse de croître.

Anti-impérialistes, au côté du peuple ukrainien

Face à cette militarisation, était affirmée, dans un autre atelier, l'urgence d'opposer un nouveau mouvement pour le désarmement, qui soit compatible avec le droit des peuples opprimés de résister aux offensives néocoloniales comme celle de Poutine en Ukraine. Une dimension féministe qui apparaît absolument nécessaire était donnée à l'introduction de cet atelier par Elisa Moros concernant la place des femmes, en tant que victimes mais aussi actrices dans les dynamiques de militarisation et de guerre qui marquent la division sexuelle et la reproduction sociale, et qui est structurante pour les résistances émancipatrices.

Trois ateliers traitaient directement de l'invasion de l'Ukraine, revenant sur les prémices de l'invasion des troupes de Poutine le 24 février dernier, depuis l'indépendance ukrainienne en 1991, et traitaient en détail des débats et positionnements à gauche face à ce conflit, pour déboucher sur l'engagement dans des tâches de solidarité. Avec Daria Saburova notre invitée ukrainienne, avec

Dans le chaos mondial que nous vivons, plus que jamais le programme de l'université d'été du NPA incarnait les deux dimensions de notre préoccupation internationaliste : celle d'analyser les dynamiques et les contradictions des puissances mondiales (et de tous les pouvoirs oppresseurs) qui mettent le monde en coupe réglée ; et notre préoccupation de la solidarité concrète avec les peuples et les classes populaires qui ne cessent de lutter.

Catherine Samary notre camarade du NPA engagée de très longue date avec les peuples de l'Europe du Centre et de l'Est, avec Dimitri et Maria nos invitéEs du mouvement antiguerre russe, nous voulions insister sur la dimension prioritaire de guerre de libération nationale menée par l'ensemble du peuple ukrainien contre une offensive purement coloniale, au-delà des manœuvres de grandes puissances dont chacune cherche à déployer ses intérêts. Pour nous, cela va avec un dialogue constant et une lutte aux côtés des gauches syndicales et politiques, des gauches anticapitalistes ukrainiennes mais aussi russes et biélorusses, qu'exprimaient également les contributions d'Elisa Moros sur la solidarité féministe et de Romain du secteur international de la CGT sur l'intervention des syndicalistes. Cette solidarité « par en bas » n'hésite pas à dénoncer le « deux poids deux mesures » des gouvernements occidentaux, par exemple sur l'accueil nécessaire des populations déplacées, ou les mesures contre les travailleurEs prises par le Parlement et le gouvernement ukrainiens, en même temps que s'opposer à l'aveuglement de secteurs de la gauche mondiale qui ne veulent pas se placer aux côtés de la résistance ukrainienne armée et non-armée.

De l'Ukraine à la Palestine en passant par l'Amérique latine

Un atelier introduit par des membres de la direction du NPA tentait de cerner les nuances et divergences qui s'expriment entre

anticapitalistes sur ces questions. Enfin, nous avons voulu exprimer l'importance que nous accordons à ce conflit meurtrier dans le meeting central de l'université d'été le dimanche soir, en donnant la parole à Dimitri et Maria qui expliquaient en quoi les gauches russes anti-Poutine considèrent la lutte anticoloniale de la résistance ukrainienne, jusqu'à la victoire, comme leur combat. Et nous avons aussi marqué la date du 24 août, six mois après le début de cette guerre, également anniversaire de l'indépendance ukrainienne, en nous rassemblant nombreux à 13h45 sur la place centrale du village de notre université d'été, pour manifester notre propre soutien à la résistance ukrainienne, exiger la libération de Maksym Butkevych, prisonnier emblématique des troupes russes, ainsi que celle de ses camarades, et transmettre ce message par les réseaux sociaux à nos camarades ukrainienEs et celles et ceux du Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine.

Autre jalon de la préoccupation anticolonialiste de nos universités d'été, un atelier intitulé « Il y a 60 ans, l'indépendance de l'Algérie » a permis à nos camarades algériens Abder Raphi et Kamel Aissat de traiter les enjeux qu'ont alors et par la suite rencontrés les marxistes, anti-impérialistes et anticapitalistes de ce pays. Toujours dans l'objectif d'avancer dans nos analyses et nos responsabilités internationalistes, l'atelier réalisé sur « Israël : un État d'apartheid en voie de normalisation »

avec Monira Mouhoun animatrice de la campagne BDS et Julien Salingue du NPA enrichissait la réflexion sur les caractéristiques du colonialisme israélien actuel, sur les complicités qu'il parvient à développer avec les autres États, et sur l'importance de la campagne Boycott-Désinvestissement-Sanctions impulsée par les PalestinienEs et qui s'est structurée sur la durée pour les soutenir.

Enfin, l'atelier « Chili, Équateur, Colombie... L'Amérique latine entre retour des "gouvernements progressistes" et nouvelles luttes de classes » a étendu nos réflexions à la situation toujours bouillonnante de ce continent. La discussion s'est élargi bien au-delà des trois pays au centre des introductions, et posait des questions brûlantes sur les articulations et les contradictions entre processus sociaux populaires et questions institutionnelles comme celle du référendum sur la Constitution qui aura lieu le 4 septembre au Chili. Nous aurions bien voulu étendre encore le champ de nos discussions à d'autres situations qui nous interpellent, au Soudan, ou dans les pays marqués par la « Françafrique », entre la Turquie et le Kurdistan, en Birmanie ou d'autres pays d'Asie... mais les jours nous étaient comptés et comme chaque année nous repartons de Port-Leucate enrichis de connaissances, de contacts et de volontés d'interventions renouvelés, mais impatients de trouver le temps de compléter le champ de notre internationalisme !

Christian Varquat

PÉNURIE DE CONDUCTEUR·E·S Quand l'organisation capitaliste du travail menace les transports en commun

Affolement des patrons et des pouvoirs publics à l'approche de la rentrée: il manque des conducteurEs de bus et de car.

Les patrons parlaient d'un déficit de 8000 conducteurEs début août, et le gouvernement, «rassuriste», l'estime à 4000 à présent. Quoi qu'il en soit, prétendre développer les transports en commun sans réussir à résorber une pénurie de conducteurEs, ça a de quoi faire rire. Dans l'immédiat, des services sont menacés, notamment pour les transports scolaires, habituellement assurés par des «CPS» (contrats période scolaire): des travailleurEs à temps partiel qui touchent moins de 1000 euros net.

Foire aux idées douteuses

La situation n'est pourtant pas nouvelle. Et risque de s'aggraver, car la profession vieillit. Dans la prochaine décennie, il faudra remplacer la moitié des conducteurEs qui partiront en retraite. Une situation que les patrons connaissent, sans que rien ne soit anticipé pour former la relève. Alors pour faire face à la situation, ils y sont allés de leurs «bonnes idées», soutenus en la matière par les autorités publiques. Faire rouler les mécaniciens qui ont le permis? C'est déjà le cas dans certaines boîtes, alors qu'il y a aussi une pénurie de ce côté-là. Rappeler les jeunes retraitéEs? Ils constituent déjà la majorité des CPS... et mériteraient d'ailleurs de se reposer un peu. Décaler les horaires des écoles pour permettre aux conducteurEs de faire plusieurs tournées de ramassage? Toujours la même logique du «travailler plus»... pour ne pas gagner assez.

Tout ce qui est rare est cher

Les patrons sont prêts à tout, sauf à régler un petit problème «d'attractivité». Et c'est là un euphémisme en langage patronal. Dans le transport de voyageurEs, les conducteurEs travaillent le week-end et les horaires de travail sont décalés, avec des pics d'activité lors des heures de pointe. Les journées comprennent souvent des coupures peu ou pas payées. L'amplitude d'une journée de travail peut donc atteindre 14 heures.

Pour prix de toutes ces contraintes qui pèsent sur la vie personnelle, un salaire brut de 1700 euros à l'embauche depuis la récente augmentation du minimum de branche. Surtout que les fiches de paie sont des vraies usines à gaz où la faiblesse du taux horaire est dissimulée par une forêt de primes et autres «éléments variables».

Toutes ces conditions se dégradent depuis quelques années, faisant se multiplier ces derniers temps les démissions et autres abandons de poste. Il est urgent d'imposer par la lutte des revendications que pourraient partager tous les conducteurEs: paiement intégral de toutes les coupures comptées comme du temps de travail, pas d'amplitude dépassant un certain seuil, intégration de toutes les primes au taux horaire et surtout augmentation générale des salaires. Des préoccupations qui concernent également les travailleurEs qui prennent le bus... quand il passe!

Bastien Thomas

LES NÔTRES Jean-Marie Tampère nous a quittés

Nous avons l'immense tristesse d'apprendre le décès de notre camarade Jean-Marie Tampère.

Ancien éducateur PJJ, syndicaliste, Jean-Marie a consacré une large partie de sa vie à l'engagement révolutionnaire et à la cause ouvrière. Il y a encore quelques semaines seulement, il parcourait les routes sans relâche pour obtenir les signatures pour Philippe Poutou. Militant infatigable de la cause des migrantEs, Jean-Marie était un camarade drôle, à la voix théâtrale. Ses jeux de mots lors de nos réunions ou échanges vont nous manquer.

Il a été un exemple pour bon nombre des militantEs moins expérimentés que nous sommes. Parfois déçu du manque d'implication des plus jeunes, il comblait nos manques par sa rigueur et sa persévérance. Il souhaitait que les jeunes prennent le flambeau de la lutte. Nous continuerons malheureusement sans lui et un peu pour lui. Nous adressons nos plus sincères condoléances à Colette et à ses proches. Repose en paix camarade.

Ses camarades du NPA Drôme-Ardèche



DR

Été 2022: la maison brûle!

CANICULE, INCENDIES

«Notre maison brûle et nous regardons ailleurs!» La formule est connue, prononcée par Jacques Chirac le 2 septembre 2002 à Johannesburg, lors du IV^e sommet de la Terre. Une phrase qui émane de Jean-Paul Deléage, historien des sciences de l'environnement, et 20 ans après revêt une brûlante actualité...

L'été 2022 restera-t-il, en France, comme la première démonstration éclatante, à grande échelle, des effets du réchauffement climatique? La sécheresse, précoce et prolongée, se traduisait, à la date du 25 août, par «93 départements concernés par une restriction en eau au-delà de la vigilance [...]: trois en alerte, 12 en alerte renforcée et 78 en crise»¹.

Dérèglements climatiques

Les incendies atteignent des niveaux jamais vus: «2022 est une année record, avec 256 départs de feux et 50 599 hectares de végétation brûlés depuis janvier dernier»², contre 15 000 en année moyenne, selon Jean-Louis Pestour, responsable national des incendies à l'Office national des forêts. Cela s'est traduit par d'énormes feux en Gironde, dans la Drôme, dans le sud-est, en Anjou (à deux pas de chez le ministre de la Transition écologique) ou en Bretagne (à la porte de la centrale nucléaire de Brennilis, en voie de démantèlement), qui laisseront autant de stigmates affectant durablement des territoires où la vie sera maintenant plus difficile.

Au-delà des images spectaculaires de grands feux de forêt ou de landes, des cultures ou des élevages sinistrés, les conséquences de la catastrophe sont directement palpables dans la vie quotidienne de millions d'entre nous, que ce soit par les restrictions imposées concernant les usages de l'eau, la tension sur le commerce des fruits et légumes, les augmentations de prix des produits agricoles, déjà concernés par la spéculation et la guerre en Ukraine, ainsi que les dégâts sur la biodiversité qui vont nous impacter durement.

INCENDIES, INONDATIONS, TEMPÊTES...
UN ÉTÉ VRAIMENT POLURRI



Dérèglements politiques...

L'auteur de la formule citée en introduction affirmait en 2019 qu'il ne l'aurait pas écrite pour Macron. Trois ans plus tard, le président et son gouvernement ont-ils pris la mesure de la situation? L'évidence s'impose: nos gouvernements organisent la diversion! L'ineffable Darmanin, emblématique couteau-suisse de ce pouvoir en vacances, a même inventé une solution sécuritaire à l'incendie estival, avec la nouvelle police du feu et la chasse aux incendiaires. Comme Macron qui faisait la «guerre» au virus du Covid-19. Mais les incendiaires, il faut les chercher à l'Élysée, il faut les chercher à Matignon! Qui a organisé la pénurie des moyens des sapeurs-pompiers? Depuis la départementalisation en 1996, le

nombre de volontaires a baissé de 20%, le nombre de centres SDIS est passé de 7 000 à 6 300. Les sapeurs-pompiers réclament des moyens, des avions, du matériel roulant... et ne peuvent que constater que le compte n'y est pas.

Qui a laissé faire la fragilisation de la forêt en France? À 75% privées, comme celle de La Teste-de-Buch, très morcelées, les forêts françaises appartiennent à une myriade de propriétaires aux profils et aux intérêts très variés.

Inaction climatique

Au-delà des catastrophes de l'été, la crise climatique s'installe pour durer. Or, qui a été condamné pour inaction climatique par le tribunal administratif de Paris? «Les objectifs ne sont pas atteints et ça, personne ne le conteste, pas

même l'État. Si ces objectifs ne sont pas atteints, c'est parce que l'État n'a pas fait ce qu'il fallait»³. Qui s'obstine à ne rien changer au modèle agricole productiviste? Qui veut faire croire que les «méga-bassines», en plus de toutes les vertus que leur trouvent le pouvoir et la FNSEA, seraient un recours contre les incendies? Qui refuse encore et toujours d'avancer vers les transports gratuits, de donner la priorité au ferroviaire? Qui continue de détourner son regard de la prolifération urbaine des véhicules individuels luxueux, lourds et volumineux qui font le miel des actionnaires des firmes automobiles (SUV et autres 4x4)? Qui refuse de s'en prendre aux grands groupes pétroliers, dont Total qui, avec le cynisme le plus... total, quelles que soient les conditions climatiques, géopolitiques, sociales, persiste dans la poursuite de l'exploitation des combustibles fossiles avec les profits qui s'y rattachent?

Droit dans les yeux!

Nous savons qu'ils regardent ailleurs! Nous voyons bien qu'ils dirigent notre attention vers des leurres. Alors osons les regarder dans les yeux et leur dire: «Assez, ça suffit!» Quant à nous, nous ne pouvons plus laisser faire. Alors encore une fois, organisons-nous, reprenons le chemin de la rue, avec la conviction que marcher ne suffit pas, mais que ne plus marcher est encore plus insupportable. 2022, et si on renversait la table?

Commission nationale écologie

1 - <https://www.ecologie.gouv.fr/secheresse-economiser-leau>
2 - https://www.francetvinfo.fr/meteo/secheresse/incendies-2022-une-annee-record-en-france_5302162.html
3 - Jean-François Julliard, Greenpeace France, octobre 2021.

POITOU-CHARENTES Crise de l'eau, eaux contaminées

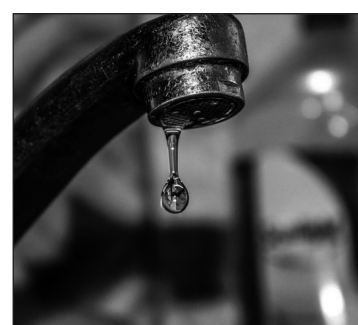
Début août, Christophe Béchu, ministre de la Transition écologique, indiquait qu'une centaine de communes du pays n'ont plus d'eau potable au robinet. La crise de l'eau est présente et, pour la première fois, les habitantEs sont touchés jusque dans leurs foyers à une échelle significative. Fin juin, à Châteauroux dans l'Indre, la moitié des habitantEs ont en outre vécu une crise grave, qui s'est ajoutée à la crise «structurelle».

L'eau était contaminée par la bactérie *Escherichia coli*. Cette bactérie est la preuve d'une eau de mauvaise qualité et mal traitée. Après plusieurs jours sans pouvoir boire de l'eau, se brosser les dents ou même – dans le cas des bébés – ne pas pouvoir se laver, les châtelleraoussinEs ont pu à nouveau consommer l'eau du robinet. Mais plusieurs témoignages sont inquiétants: pour supprimer la bactérie, l'eau a été traitée au chlore, et celle-ci n'était pas bonne au goût, voire très désagréable. Et nous savons que le chlore, en trop grande quantité, peut être mauvais pour la santé.

Bactéries pathogènes

Le risque sanitaire autour de l'eau existe aussi autour des méga-bassines et des champs arrosés avec cette eau stagnante. Le collectif «Bassines, non merci» a alerté depuis plusieurs mois maintenant sur la prolifération, dans les méga-bassines mais surtout dans les tuyauteries où l'eau stagne et est parfois très chaude – c'est le cas en ce moment avec les canicules – de bactéries pathogènes, des légionelles. Au contact de cette bactérie, l'humain peut connaître de graves problèmes de santé. Les travailleurEs de la terre sont les premierEs concernéEs. Il faudrait généraliser les analyses

sur l'ensemble des bassines existantes. Il faudrait également vérifier la qualité des plantes, ainsi que celles des eaux alentour (étangs, mares...). Là encore, s'il n'y a pas un risque direct pour la vie humaine (à moins de se baigner dans les bassines) nous ne pouvons jouer avec le feu et laisser cette gestion aux mains de celles et ceux qui se fichent de l'environnement en continuant d'assécher les sols et les territoires. En effet, cet été, malgré des restrictions dans toute la France, et encore plus antérieures (avril/mai 2022) dans nos départements du Poitou-Charentes, des dizaines de gros propriétaires de



DR

Charente-Maritime continuent d'irriguer sans vergogne, en utilisant l'eau stockée dans les méga-bassines.

Alexandre Raguet

Version intégrale sur poitiersanticapitaliste.org

ÉDUCATION

Une rentrée encore plus dégradée

Blanquer n'est plus ministre mais sa politique de destruction du service public d'éducation se poursuit, voire s'aggrave.

Macron a clairement annoncé la couleur lors de son discours aux recteurs à la Sorbonne le 25 août : « Compte tenu de l'investissement qui est celui de la Nation [...], compte tenu du constat cruel que je viens de faire : ça veut dire que quelque chose ne marche pas dans notre organisation collective, nous sommes obligés de le regarder en face. [...] Mais aussi avoir l'audace de changer, en quelque sorte de méthode, sur certains points fondamentaux si nous voulons sortir de ce que certains voudraient présenter comme une fatalité, et si nous voulons aussi avoir l'honnêteté de nous dire que cela ne se règle pas simplement par plus de moyens. Plus de moyens, nous l'avons déjà fait plein de fois dans notre histoire. Quand le système est mal organisé, mal fonctionné [sic !], qu'il repose sur trop de défiance, qu'il est perdu de combats, de doctrines parfois d'arrière-garde : il ne fonctionne pas mieux. »

Encore et toujours des fausses promesses

Pour cela on essaye de nous faire prendre des vessies pour des lanternes. Le ministre annonce une augmentation historique du budget de l'Éducation nationale. En fait, elle est de 6% par rapport à

2022, soit moins que l'inflation ! Et Macron annonce une augmentation de 10% des salaires de tous les profs en 2023. Cette augmentation n'est en fait pas financée et va une fois de plus se traduire par « Travailler plus pour gagner plus » et ne concernera qu'une partie des enseignantEs. Comme Blanquer durant cinq ans, Macron multiplie les fausses promesses ! Un des premiers objectifs du gouvernement est de poursuivre la casse du statut de la fonction publique. Il profite de la pénurie

de profs qu'il a lui-même créée avec la réforme des concours pour développer le recrutement de milliers de contractuels supplémentaires qui sont mis devant les classes des zones les moins favorisées. Et il a le culot de faire croire qu'on peut former des profs en les recrutant par « job-dating » et avec quatre jours de « formation »... Alors que le métier d'enseignantE attire de moins en moins, au lieu de le revaloriser réellement, Macron envisage d'abaisser le niveau de qualification du recrutement.

RECRUTEMENT EXPRESS DES ENSEIGNANTS

URGENCES HOSPITALIÈRES Mensonges et blabla

François Braun, le nouveau ministre de la Santé, apprend vite. Il lui aura fallu seulement quelques semaines pour se montrer comme le bon élève de ses prédécesseurs Buzyn et Véran : même déni de réalité, mêmes écrans de fumée pour tenter de justifier l'injustifiable face à la crise hospitalière et ses conséquences.

Le 3 août, en déplacement au CHU de Nantes, Braun n'hésitait pas à affirmer : « Il n'y a pas de fermetures d'urgences, je crois qu'il faut arrêter avec ce terme qui est tout le temps utilisé ». Une semaine plus tard, confronté aux faits, il était contraint d'admettre la réalité, tout en cherchant à la minimiser.

Fermetures multiples

Ironie de l'histoire, le démenti des propos du ministre se trouve dans l'enquête menée en juillet par Samu-Urgences de France, l'association dont il était le président quelques semaines auparavant. Cette enquête, portant seulement sur la moitié des services d'urgences, établissait que « 42 établissements avaient été contraints de réaliser une fermeture totale de leur service d'urgences en juillet, pour un nombre cumulé de 546 nuits en juillet » et que 23 établissements avaient « réalisé une fermeture totale pour un nombre cumulé de 208 jours ».

Pour Samu-Urgences France, les recommandations du rapport Braun, désormais appliquées par Braun en personne, devenu ministre de la Santé, sont « insuffisantes ». Elle ne permettent pas « d'assurer une fluidité et un fonctionnement sécuritaire dans les services d'urgences ». La même enquête établit que c'est seulement là où a été mise en place

une stricte « régulation » de l'accès aux urgences que l'accroissement de l'activité n'a pas dépassé les 10%. En clair, c'est en réduisant l'accès aux soins pour celles et ceux qui n'ont souvent pas d'autres solutions que les urgences ont continué de fonctionner.

**Explosion des appels au Samu**

Les fanfaronades du ministre qui affirmait que « cette régulation, elle n'apporte pas une dégradation des soins, mais au contraire une meilleure orientation des patients en fonction des besoins » sont contredites, elles aussi, par la réalité. L'impossibilité d'accéder directement aux urgences s'est traduite par une explosion des appels au Samu, auquel celui-ci ne pouvait répondre dans des délais très courts, avec un fort risque de « perte de chances », pour celles et ceux qui appellent. Dans une interview à *Libération*, le Pr. Soulat, vice-président de

Samu-Urgences France, affirme : « Le revers de la médaille c'est que les centres de régulation du Samu ont croulé sous les appels, sans toujours avoir les moyens d'y répondre ». Il ajoute un peu plus loin : « Identifier une détresse vitale au téléphone réclame un peu de formation et de bouteille. Il est clair que la qualité de notre régulation n'a pas toujours été optimale au cours de l'été ». C'est dit en termes diplomatiques, mais c'est dit ! Quant à la prétendue « meilleure orientation », elle s'avère, surtout le soir ou la nuit, souvent impossible faute de réponses alternatives. Il n'existe pratiquement nulle part de service public, capable d'accueillir 24/24 h, dans la ville ou le quartier des personnes en demande de soins. La médecine de ville libérale, elle-même en crise, est dans l'incapacité d'apporter une réponse à la hauteur des besoins, d'autant plus que les déserts médicaux s'étendent. Comme le dit Sandrine Charpentier, cheffe d'un service d'urgences à Toulouse : « Si ces personnes viennent, ce n'est pas pour rien, c'est parce qu'elles ne trouvent pas de réponse ailleurs. »¹

Un plan d'urgence est nécessaire

Enfin, les professionnelEs soulignent tous que l'engorgement des urgences où des patientEs souvent

Démantèlement de la formation

Un des principaux chantiers de cette rentrée est le démantèlement annoncé de la formation professionnelle initiale. Le lycée professionnel va se transformer en formation par apprentissage sous la tutelle des entreprises. C'est bien ce que signifie le fait que pour la première fois les lycées professionnels ne soient plus rattachés exclusivement à l'éducation nationale mais passent sous une « co-tutelle » ministère du Travail et ministère de l'Éducation. Les jeunes auront ainsi encore moins d'enseignement général et devront devenir une main-d'œuvre encore plus flexible, directement « employable », soumise aux intérêts du patronat.

En clair, cela signifie que la logique de privatisation rampante de l'éducation va se poursuivre et s'amplifier. Il y a donc urgence à réagir dès la rentrée. Il est évident qu'une seule journée de grève le 29 septembre ne sera pas suffisante pour faire reculer le gouvernement. À nous de nous en servir comme point d'appui pour réussir à convaincre la majorité des collègues que nous devons engager un mouvement plus dur. On devrait prendre exemple sur ce qui se développe actuellement en Grande-Bretagne dans les transports avec une grève reconductible massive.

Antoine Boulangé

LES NÔTRES

Notre camarade Jean Carré, dit « Telmark », est décédé

Fier de ses origines qu'il rappelait régulièrement, Jean est le fils de Georges, directeur de l'hôpital d'Orléans durant la guerre, membre de la Résistance intérieure puis du Comité départemental orléanais de Libération. Sa mère, Sonia, émigrée d'Arménie, n'a jamais caché ses idées de gauche.

Suivant son frère Édouard, il se rapproche de la Ligue communiste dès le lycée au tout début des années 1970. Militant étudiant, Jean remplit diverses responsabilités au sein de l'organisation et tout particulièrement certaines tâches dites « techniques » – dont l'atelier de sérigraphie – et auxquelles il a donné leurs lettres de noblesse. Ce goût et le soin qu'il a portés à ces tâches ne l'ont jamais quitté.

Il quitte l'université au bout de deux ans et entre à l'hôpital d'Orléans de la Porte Madeleine comme ASH puis AS avant de suivre la formation d'IDE. Il est syndicaliste CFDT et membre de la cellule Santé de la Ligue. Il est de tous les combats menés par les hospitaliers et gagne la confiance et l'estime des personnels et des militants syndicaux qui lui confient au fil des années de nombreuses responsabilités.

Il fut l'un des principaux acteurs de la création de SUD Santé à Orléans lorsque la CFDT désavoua les syndicats de lutte. Ses talents pour la confection de tracts, d'affiches et de banderoles aidèrent puissamment son syndicat national à trouver un style et une audience accrue. Militant syndical infatigable, Jean était aussi un excellent infirmier aux compétences reconnues par le milieu hospitalier.

Ses responsabilités croissantes dans le syndicat ont éloigné Jean de la LCR, dont il est cependant resté un compagnon de route fidèle. Mieux que ça, il a participé à étoffer le site, les mails et les tracts du NPA Loiret, en fournissant des dizaines de dessins sur l'actualité ainsi que de nombreux articles sur la santé et l'hôpital d'Orléans en particulier.

Internationaliste convaincu, Jean a toujours mis ses dons de dessinateur pour fournir des banderoles pour la Palestine, pour les immigrés sans papiers, etc.

Défenseur acharné d'un hôpital public au service des usagers, géré avec la possibilité de veto des représentants syndicaux et des représentants des usagers, Jean avait en horreur les bureaucrates (ceux de l'hôpital et les autres) ! Il menait toujours bataille contre les diffères « ordres » (infirmiers, médecins, etc.), créations du régime de Vichy pour casser la représentation syndicale jugée trop revendicative !

Jean était un bon vivant. Il aimait la nature (il a planté des arbres et des fleurs jusqu'à ses derniers jours !), l'océan, la cuisine et le bon vin.

En ces moments de peine extrême, nos pensées vont à Madaly, son épouse, Pierre, Georges et Louis ses enfants, et Édouard son frère.

Il était l'un des nôtres et nous le pleurons comme un frère.

NPA Loiret, le 12 août 2022



Jean-Claude Delavigne
1 - *Le Monde*, 2 août 2022.

SALAIRES À Bagnères, la grève continue chez Pommier

Pommier est une usine de boîtiers électriques qui travaille en sous-traitance pour Enedis. Le secteur public met ainsi en concurrence plusieurs entreprises, organisant une précarité dont l'usine de Bagnères est un emblème.

Rachetée par un financier, Grégoire Libert, au sein du groupe Cahors, l'entreprise bénéficie de multiples avantages et la direction a aggravé les conditions de travail : exonérations diverses de l'État et de la communauté de communes, salaires non augmentés depuis six ans (depuis plus de 10 ans pour certains salariés), nombre de salariés passé de plus de 120 à moins de 80 (avec bien sûr un important volant d'intérimaires), productivité triplée...

Un mouvement qui s'adresse à la population

À l'ouverture des NAO, en juin, les délégués syndicaux ont exigé l'augmentation des primes et une augmentation générale des salaires de 5%, même pas l'inflation. La réponse : pas d'augmentations et suppression de la prime de vacances ! C'est ce qui a déclenché la grève qui en était, en début de semaine, au 54^e jour.

Face au comportement dilatoire du patron qui n'assiste pas aux CSE ou « délégué » au directeur de site, sans autre mandat que de refuser toute augmentation, les grévistes se sont tout de suite tournés vers l'extérieur, avec plusieurs manifestations, une interpellation en réunion publique du député (non réélu) à la veille du second tour, une cagnotte en ligne et un concert de soutien qui ont été un succès.

L'attitude de la direction n'en a pas changé, loin de là : plusieurs tentatives pour récupérer du matériel non homologué, présence d'huissier, versement en retard des salaires contre la reprise du travail, envoi des bulletins sans que les virements soient faits, augmentation des intérimaires...

L'imposture du « dialogue social »

Ce n'est qu'au bout de plusieurs semaines, et avec la continuation de la grève, que la préfecture, avec des représentants de l'inspection du travail et des conseillers de l'Élysée, a « imposé » une médiation en juillet. En réalité, loin de souligner et sanctionner les entraves au droit du travail et au droit de grève, Libert est exonéré de toute exigence et participe aux discussions, en visio, soutenu par un avocat ! Sans aucune pression des pouvoirs publics, il ne fait que proposer pire encore qu'au départ.

Le patron a déjà bien plus « perdu » avec le nombre de jours de grève que ce qu'aurait « coûté » les augmentations revendiquées. C'est un choix, celui de mettre les salariés à genoux, alors que l'inflation explose et que les mouvements revendicatifs sur les salaires sont dans tous les esprits. Comme quand le gouvernement ne parle que de « pouvoir d'achat », il s'agit de mener et de gagner une campagne politique contre l'inévitable augmentation de salaires. Et si les salariés n'abdiquent pas, il faut les briser. En ce sens il se comporte en représentant lucide de sa classe, avec le soutien des institutions et des pouvoirs publics.

Un combat qui est celui de touTEs !

Après la pause liée à la fermeture des congés, les grévistes, même s'ils sont moins nombreux, refusent toujours de céder et de se soumettre aux conditions humiliantes de la direction. La grève continue et le piquet s'organise.

Tout le monde sait que la suite sera difficile sur le site même mais la grève souligne et pose tous les problèmes de la situation :

– La socialisation du secteur de l'énergie qui devrait être un service public sous le contrôle des salariés et des usagers ;

– Le combat pour imposer nos exigences au-delà des unités formelles et des agendas institutionnels écrits d'avance, que ce soient ceux du dialogue social ou parlementaire, en engageant une bataille d'ensemble qui dépassera les journées d'action comme le font nos camarades en Grande-Bretagne. Le combat des Pommier prépare cette lutte et en illustre les voies et les moyens.

Correspondant

Meeting de l'université d'été

Internationalistes, écosocialistes, anticapitalistes !

Comme chaque année, l'université d'été du NPA a été l'occasion d'organiser le meeting de rentrée de notre organisation. Se sont succédé à la tribune des camarades du NPA et des invitéEs, qui ont évoqué la situation politique et sociale, nationale et internationale, soulignant les urgences de l'heure et envisageant des perspectives pour la rentrée.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Le meeting s'est ouvert par un important moment internationaliste, avec les interventions de Maria et Dimitri, deux camarades russes du mouvement antiguerre, qui ont non seulement souligné l'importance de développer une solidarité avec les Russes opposés à la sale guerre de Poutine, mais aussi et surtout affirmé leur soutien plein et entier à la résistance du peuple ukrainien face à l'invasion russe. Les camarades ont souligné l'inconséquence d'une partie des gauches occidentales qui, tout en condamnant l'offensive de Poutine, refusent de se solidariser avec la résistance, armée et non armée, du peuple ukrainien, et avec ses appels légitimes à recevoir les armes nécessaires pour faire face à l'armée russe.

Face à la catastrophe climatique

Internationalisme toujours avec l'intervention de notre camarade Christine Poupin, qui est revenue sur l'accélération de la crise climatique, avec de nombreux événements marquants au cours de l'été (canicules, incendies, inondations...), y compris dans les pays capitalistes « développés ». Autant d'épisodes qui ne sont pas des événements isolés mais bien l'expression des bouleversements et dérèglements à l'œuvre, lesquels ne sont pas une fatalité : la course aux profits, le productivisme et l'exploitation forcée des ressources naturelles sont en cause et, comme l'a expliqué Christine, ce n'est pas le pseudo « capitalisme vert » qui règlera le problème. C'est l'ensemble de l'organisation de la production, et donc l'ensemble de l'organisation sociale qu'il faut repenser, en assumant la nécessaire rupture avec le

productivisme capitaliste, vers une société écosocialiste. Seul moyen d'en finir avec la fuite en avant écocide, mais aussi d'en finir avec la tragédie des populations migrantes, qui se renforce à mesure que la crise climatique et les guerres pour le contrôle des ressources s'amplifient. Tragédie face à laquelle nous réaffirmons, sans tergiverser, qu'il est urgent, ici et maintenant, d'ouvrir les frontières et d'imposer la liberté de circulation et d'installation.

Face à Macron et au patronat

À propos de la situation française, notre camarade Selma, du secteur jeune du NPA, est revenue sur la situation particulièrement difficile à laquelle les jeunes doivent faire face en cette rentrée : précarité, pauvreté, surexploitation au travail, destruction du système éducatif. Une situation potentiellement explosive, qui pourrait amener les jeunes, particulièrement mobilisés ces dernières

années, contre le racisme, le sexisme, et autour des questions climatiques, à jouer un rôle moteur dans la perspective d'une révolte de masse contre Macron et ses politiques. Comment construire cette révolte, comment bloquer Macron ? C'est pour discuter de cette perspective que nous avons invité Aurélie Trouvé, députée et présidente du parlement de la Nupes, une habituée de notre université d'été. Quelle articulation entre combat dans les institutions et construction du rapport de forces dans la rue ? Comment faire pour que les députéEs incarnant une gauche de rupture soient au service des mobilisations de notre camp social, et pas l'inverse ? Comment reconstruire la confiance de notre camp dans ses capacités à se mobiliser, à changer les choses, à prendre ses affaires en mains ? Autant de questions qui ont traversé les interventions d'Aurélie Trouvé et de notre camarade Pauline Salingue, avec des points d'accord et

des nuances, qui ont eu l'occasion de se préciser au cours des débats organisés lors de l'université d'été (voir en pages 6-7).

Faire vivre une perspective de rupture

Une chose est certaine, et c'est ce qu'a rappelé Philippe Poutou lors de la dernière intervention du meeting : face aux urgences écologiques, sociales et démocratiques, l'heure à la construction d'une riposte unitaire, sans sectarisme mais sans illusions institutionnelles, seul moyen de stopper le rouleau compresseur néolibéral-autoritaire. Salaires, retraites, assurance chômage, services publics : les chantiers sont nombreux, qui imposent de se retrouver, de se regrouper, afin de faire entendre la voix de notre classe, sans négliger le fait que les députéEs de rupture peuvent être des points d'appui, mais en insistant sur le fait que notre force est notre nombre et notre capacité à bloquer le pays. Au-delà de ces nécessaires mobilisations, la question des outils d'organisation et de défense de notre camp est posée : collectifs, syndicats, associations, mais aussi outils politiques, indispensables pour organiser la résistance, pour faire face à la menace de l'extrême droite en faisant vivre la perspective d'un horizon politique de rupture, pour poser la question d'une nouvelle organisation sociale, d'une transformation révolutionnaire de la société.

J.S.

IV^e Internationale

Succès de la 37^e édition des Rencontres internationales de jeunes

Entre le 23 et le 29 juillet, nous avons à nouveau réuni environ 200 jeunes pour célébrer la 37^e édition des Rencontres internationales de jeunes révolutionnaires, organisées par la Quatrième Internationale à Vieure (France)¹. Près de trois ans après le dernier camp, la motivation et l'excitation de revenir à des espaces autogérés de camaraderie, de soutien et d'apprentissage mutuel étaient énormes. Et l'évènement ne nous a pas déçus.

L'une des plus grandes difficultés que nous rencontrons lorsqu'il s'agit d'expliquer et de développer notre projet de société, c'est d'arriver à mettre en pratique notre proposition théorique dans toutes ses conséquences. On nous accuse d'être utopistes ou idéalistes, et peut-être le sommes-nous, mais nous avons besoin d'oasis dans lesquels montrer comment une société juste, démocratique, solidaire, ouverte et empathique, où la répartition des tâches, les relations interpersonnelles et les intérêts collectifs prennent le pas sur les principes d'exclusion, de compétitivité et d'individualisme qui prévalent dans les sociétés capitalistes.

Un processus commun d'apprentissage

C'est l'objectif même des Rencontres internationales de jeunes, comprendre l'organisation révolutionnaire comme faisant partie d'un processus commun d'apprentissage de nos propres luttes, mais aussi de partage d'expériences de luttes et



DR

de résistances avec des camarades du Nord et du Sud global qui nous permettent d'avancer vers un horizon écosocialiste, féministe, queer, antiraciste et anticapitaliste.

Ainsi, le programme, qui est habituellement divisé en journées thématiques, a essayé d'offrir une vision large sur les principales questions qui affectent la crise du capitalisme néolibéral et qui nous aident à construire des pôles de radicalisation dans la jeunesse, avec un accent particulier sur la nécessité de parier sur l'écosocialisme parce que nos vies en dépendent ; de rester ferme dans la lutte anti-impérialiste et contre la radicalisation du néolibéralisme autoritaire ; pour justifier l'importance des luttes LGBTI non seulement

sur le plan culturel, mais aussi dans l'intersectionnalité matérialiste de l'avancée des droits et libertés collectives ; pour approfondir les avancées obtenues par le féminisme et débattre de la manière de reprendre l'offensive contre les discours réactionnaires ; enfin, nous avons également abordé l'importance et la nécessité de disposer de structures organiques qui nous permettent d'organiser notre rage au niveau international, mais aussi de tisser des stratégies communes contre un système qui nous dévore, nous écrase et nous marginalise.

Nous endurcir sans perdre notre tendresse

Tout cela a été développé à travers des activités plénières qui ont abordé des questions telles que comment être révolutionnaire dans un monde en feu, comment les luttes féministes et LGBTI sont une menace pour le capitalisme, la caractérisation du néolibéralisme autoritaire et son attaque contre les réseaux de solidarité internationale, comment décoloniser la société, quel est le rôle

des jeunes dans la lutte des classes et l'importance de s'organiser pour briser le capitalisme. D'autre part, les activités de formation se sont également déroulées sous forme d'ateliers dans lesquels les participantEs ont développé des problématiques concrètes ou partagé des expériences de luttes internationales.

Parallèlement, des espaces pour les femmes, les LGBTI et les personnes racisées ont été constitués, dans lesquels, en plus d'être des lieux sûrs pour celles et ceux qui font partie du collectif, il a également été possible d'approfondir les discussions et les horizons vers lesquels se dirigent les luttes féministes, queer et antiracistes.

En résumé, les Rencontre internationales de jeunes sont une occasion de se former politiquement, mais c'est aussi la meilleure manière de tisser des réseaux personnels d'amitié, de fraternité et de camaraderie qui sont fondamentaux pour les sociétés que nous aspirons à construire. En d'autres termes, nous endurcir sans perdre notre tendresse, car la tendresse est révolutionnaire et ne connaît pas de frontières.

Diego Fernández Gómez

Article publié par Poder Popular. Traduction vers le français par Fourth.International.

1 – Des délégations étaient présentes de Belgique, du Danemark, d'Angleterre et d'Écosse, de France, d'Italie, du Portugal, de l'État espagnol et de Suisse, ainsi que des camarades du Brésil et du Mexique. Le camp a également eu le plaisir d'accueillir des camarades d'Ukraine et de Russie et a adopté une déclaration de solidarité avec leur résistance à la guerre.

Roman

Paru en 2021, édité en poche en avril 2022, ce roman a été un immense succès en Argentine, sans doute parce qu'il épouse, à sa façon, les codes du roman fondateur des nations latino-américaines et que, dans le même temps, il constitue une ode à un monde nouveau, sous une plume acérée, sans concessions, porteuse d'une parole féministe et queer...

Une belle histoire

China Iron est la jeune femme qui donne son nom au roman. Ce nom étrange, elle se l'est forgé. Son histoire, c'est la fuite devant sa condition de très jeune mère pauvre qui laisse ses deux enfants à la charge d'une autre – considérant qu'elle est décidément trop jeune pour y rester asservie, leur père est bien parti, lui ! Elle s'aventure au travers du désert argentin, y rencontre Liz, une jeune Anglaise qui voyage aux commandes d'un chariot tiré par des bœufs, à la recherche de terres acquises par Oscar, son mari, quelque part au cœur de cette immensité, où ils doivent se retrouver. Puis Rosario, jeune gaucha à la tête d'un troupeau fantomatique, que l'on pourrait dire recomposé, constitué, Argentine oblige, de vaches – mais pas que – aux oreilles desquelles il murmure pour en obtenir qu'elles le suivent sans brutalité.

Une épopée marquésienne ?

Cet équipage insolite croise la destinée du colonel, personnage à la Marquez, autoritaire et cultivé, alcoolique et brutal, mondain malgré tout, qui fait régner l'ordre sur son estancia, impose le travail aux gauchos, ces sauvages, s'il le faut par la terreur, au nom de la construction de la nation argentine

Les aventures de China Iron, de Cabezón Cámara Gabriela

Éditions 10/18, 216 pages, 7,60 euros.



d'un nombre suffisant de gauchos pour voir venir...

Une utopie fondatrice

La fuite se poursuit, vers les promesses terres de l'intérieur, où tout le monde se retrouve : le mari de China Iron et leurs enfants, Oscar, qui n'a pu que constater que les terrains qui lui ont été cédés n'étaient pas à vendre – propriété légitime des indiens autochtones –, les gauchos évadés, leurs chevaux, Rosario et ses troupeaux, les Indiens (plus ou moins) accueillants et

moderne. Reçues comme des reines, Liz et China Iron profitent à plein de son hospitalité, l'occasion pour elles de faire plus intimement connaissance. La grande fête donnée par l'Anglaise, virant à l'orgie, sert alors de diversion à la fuite

leurs champignons – évocateurs d'un certain peyotl castanédien. Toutes et tous établissent ensemble un Eden aquatique où l'amour règne, débarrassé des frontières nationales, raciales, sociales et des marques de genre...

Un mythe subverti...

... comme si l'auteur voulait inventer un mythe fondateur alternatif, un roman national argentin d'un nouveau genre ! Elle revisite le poème épique de l'écrivain José Hernández (1872), *El Gaucho Martín Fierro*. Dans le roman, revu et corrigé par l'auteur, qui promeut une vision queer de la société idéale, Martín Fierro tient son rôle mais ici « le héros » est sa femme, et son nom, China Iron, dit tout ! Fierro (fer en espagnol) se traduit par Iron en anglais, et China désigne une femme indienne...

Claude Moro

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44
Fax : 01 49 28 52 43

www.la-breche.com
contact@la-breche.com

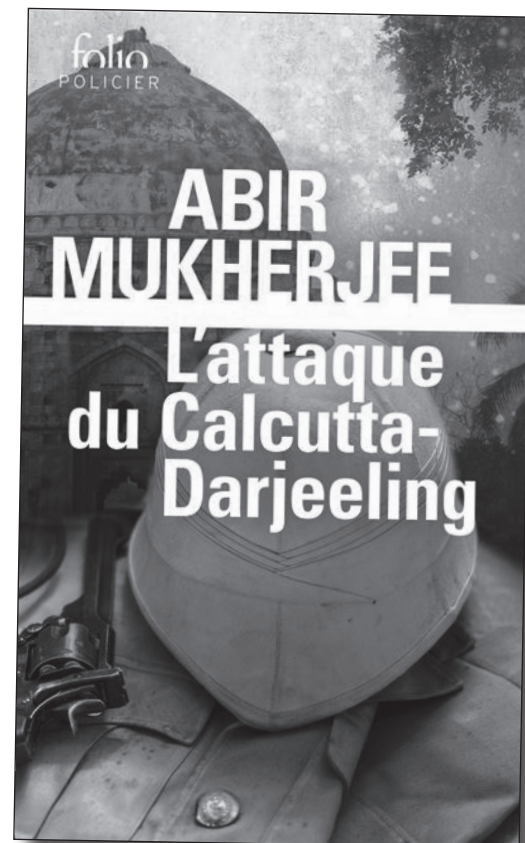
Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi :
12 h – 20 h

Roman

L'attaque du Calcutta-Darjeeling, d'Abir Mukherjee

Folio policier, 464 pages, 8,90 euros.



L'attaque du Calcutta-Darjeeling est le premier tome d'une série écrite par un romancier britannique dont la famille est d'origine indienne, Abir Mukherjee.

Enquête dans une société coloniale

Le capitaine Wyndham est un policier. Il vient juste d'arriver à Calcutta. Il a combattu durant la Première Guerre mondiale et a perdu beaucoup d'illusions mais il lui en reste quelques-unes qui vont être confrontées à la réalité de l'Inde britannique. Le roman commence le 9 avril 1919. Le cadavre d'un dignitaire de l'administration britannique est découvert dans une rue malfamée de la ville. Ensuite se produit l'attaque du train Calcutta-Darjeeling.

Tout – la mise en scène du cadavre, les informations qu'on lui transmet, l'indic qu'on lui fait rencontrer – est fait pour persuader Wyndham que les deux affaires sont liées et ont été perpétrées par des nationalistes « terroristes ». Il va se lancer sur cette piste, aidé par un subordonné indien, le sergent Banerjee, mal à l'aise car il vient d'une famille indépendantiste et est confronté quotidiennement à un racisme plus ou moins ouvert.

Au fil des quelques jours de l'enquête, Wyndham découvre la réalité de la société coloniale. Sous les fastes d'un Empire qui prétend apporter la civilisation règnent racisme et corruption. L'Inde relève d'un ordre juridique spécifique qui légalise la répression tandis que le mépris vis-à-vis des « Noirs » gangrène tous les comportements. Les Indiens, même riches ou diplômés et parfaitement anglophones, doivent rester « à leur place » et l'exclusion s'étend même aux Anglo-Indiens issus de couples mixtes : on refuse à Wyndham d'être servi dans un restaurant car il est accompagné d'une femme anglo-indienne. Le livre montre la manière dont cette société change les Britanniques qui débarquent en Inde et les transforme en racistes mesquins et persuadés de leur supériorité. Wyndham va comprendre que le policier doit être avant tout un instrument de la stabilité d'une domination coloniale qui commence à être ébranlée. Ce n'est pas un hasard si l'auteur a choisi de faire démarrer l'intrigue le 9 avril 1919, quelques jours avant le massacre d'Amritsar dans le Pendjab. Le 13 avril, le général Dyer fait tirer sur une manifestation non violente. Le bilan est terrible : au moins 379 morts. C'est donc dans une atmosphère tendue que Wyndham achève son enquête qui révèle une réalité plus complexe que celle du complot terroriste que les hautes autorités souhaitaient monter en épingle. Mais ses résultats resteront dans les dossiers de la police.

Ne serait-ce que par sa description de la société coloniale, ce polar mérite d'être lu. Quant à l'intrigue policière avec ses rebondissements, elle est captivante. **Henri Wilno**

Chanson

Les petits poèmes de derrière, de la compagnie Kikei

CD autoproduit et spectacle : www.kikei.fr

Ienisseï Teicher, danseuse et comédienne iséroise, fabrique depuis 2018 avec sa compagnie Kikei et d'autres des spectacles multiformes pour grandEs et petitEs. Celui-ci est plutôt à destination des plus grandEs. Quoique.

« Debout c'est bien aussi ! »

Au printemps 2021, prenant une part active au mouvement des occupations des lieux culturels, elle trébale sa tignasse en broussaille et son énergie à tout crin dans les bâtiments de la maison de la culture de Grenoble. C'est là, ou plus probablement sur les marches ensoleillées du parvis, qu'elle fait la rencontre de Léa Dessenne et de Norbert Pignol. Elle et lui montent de leur côté des projets musicaux, séparément ou en duo au sein de la compagnie Mégaptère. La première pilote des interventions pédagogiques dans les différents quartiers de la ville ; le second est, notamment avec le groupe Dédale¹, un acteur incontournable d'une scène rhône-alpine qui électrise la musique traditionnelle depuis 25 ans. Avec sa propension à nouer rapidement des amitiés, Ienisseï sautera



sur l'occasion donnée de mettre en musique certains de ses textes, confirmant qu'elle est aussi une autrice inspirée (et de surcroît

dessinatrice, comme devait initialement l'attester une version livret reportée du fait de la crise du papier).

Il y sera question de poèmes érotiques. L'un après l'autre, seront rapidement couchés sur bande 17 titres. Même si « couché » n'est pas vraiment le terme car l'intéressée met un point d'honneur à défendre la position debout (« Debout c'est bien aussi ! » ne manquera-t-elle pas de souligner...). Dépassant le prétexte de viser plus bas, on perçoit dès les premiers mots (criés) que tout cela est surtout une question de ventre. De désir, de faim, et de tripes, impossibles à rester en place, refusant catégoriquement de se taire. On y parle donc de fesse, subtilement bien que sans détour, mais également politiquement et, surtout, on ne peut plus poétiquement. En ce sens c'est une réussite rare qu'il faut souligner.

La musique, bien plus qu'un faire-valoir, façon boucle lisse pour slam consensuel, est construite et variée dans ses timbres et ses inspirations, entre acoustique et électro. Elle sait trouver sa juste place, sans écraser ces textes courts ni non plus s'écraser devant eux. Elle pourrait même, pourquoi pas, se suffire quelquefois à elle-même. Ainsi l'instrumental derrière le titre « Christophe », déjà entendu ailleurs, où l'on ne sait dans quelle proportion nous sommes touchés par la sincérité de ce poème d'amour ou la perfection mélodique de cette ballade tranquille. Sacré cadeau de Ieni à son chéri, et de Norbert à nous.

Benjamin Croizy

1 – https://www.mustradem.com/collectif

Maurice Rajsfus, une vie de livres et de combats

Lundi 22 août, au second jour de l'université d'été du NPA, une initiative autour du programme de réédition des livres de Maurice Rajsfus a rassemblé une cinquantaine de participantEs.

Animée en duo par Olivier Besancenot et Marc Plocki, membre fondateur de l'Association des AmiEs de Maurice Rajsfus, cette soirée fut l'occasion de revenir, à plusieurs reprises, sur la très longue trajectoire militante de Maurice, ainsi que sur les raisons qui ont amené à la création, en 2021, de l'association qui porte son nom.

Une multitude de livres et articles

En préambule à cet atelier, était projeté le premier des quatre petits films que la journaliste indépendante Clara Menais a consacrés en 2021 à la vie de Maurice¹. Après avoir rappelé que l'activité militante les avait rassemblés lors des mobilisations antifascistes organisées par Ras l'Front, à l'occasion des marches de protestation contre les centres de rétention ou encore, en 2014, dans le cadre de la liste présentée par le NPA pour les élections européennes, Olivier a insisté sur la disponibilité de Maurice et son art consommé, lors de ses interventions, de tirer le fil des leçons du passé. Sans oublier la création de l'Observatoire des libertés publiques, avec Alexis Violet en 2014, un an après l'assassinat de Makomé par un flic, au commissariat des Grandes Carrières, à l'automne 2013. Marc a ensuite poursuivi cette présentation en rappelant l'importance de la production éditoriale de Maurice, avec près de 60 ouvrages édités entre 1980 – parution de son premier livre *Des Juifs dans la collaboration : l'Ugif 1941-1944* – et 2014, parution de son ultime livre *Sommes-nous tous des individus ?* Si on ajoute à cet ensemble les 200 numéros du bulletin *Que fait la police ?* parus entre 1994 et 2014 et les centaines de chroniques et/ou tribunes libres parues pour l'essentiel dans la presse militante et parfois dans *Libération* et *le Monde*, la somme des écrits produits en l'espace de 34 ans est impressionnante.

Rééditer Maurice Rajsfus

Presque tous les livres de Maurice étaient introuvables lors de son décès en juin 2020, et la question posée était de savoir ce qu'il convenait de rééditer, dans quel ordre et à quel rythme. Entre études historiques, livres d'intervention, écrits à vocation plus philosophiques et écrits plus personnels, le choix s'est d'abord porté – avec le concours des éditions du Détour qui ont accepté avec enthousiasme de créer une collection dédiée – sur les grandes études historiques. Maurice a souvent joué un rôle de pionnier sur des sujets qui n'intéressaient pas les chercheurs universitaires ou que ces derniers répugnaient à aborder. Au printemps 2021 ont été réédités *Des Juifs dans la collaboration : l'Ugif 1941-1944*, pour lequel les ayants droit de Pierre Vidal-Naquet ont donné leur accord pour une reprise de sa préface; *La police de Vichy :*

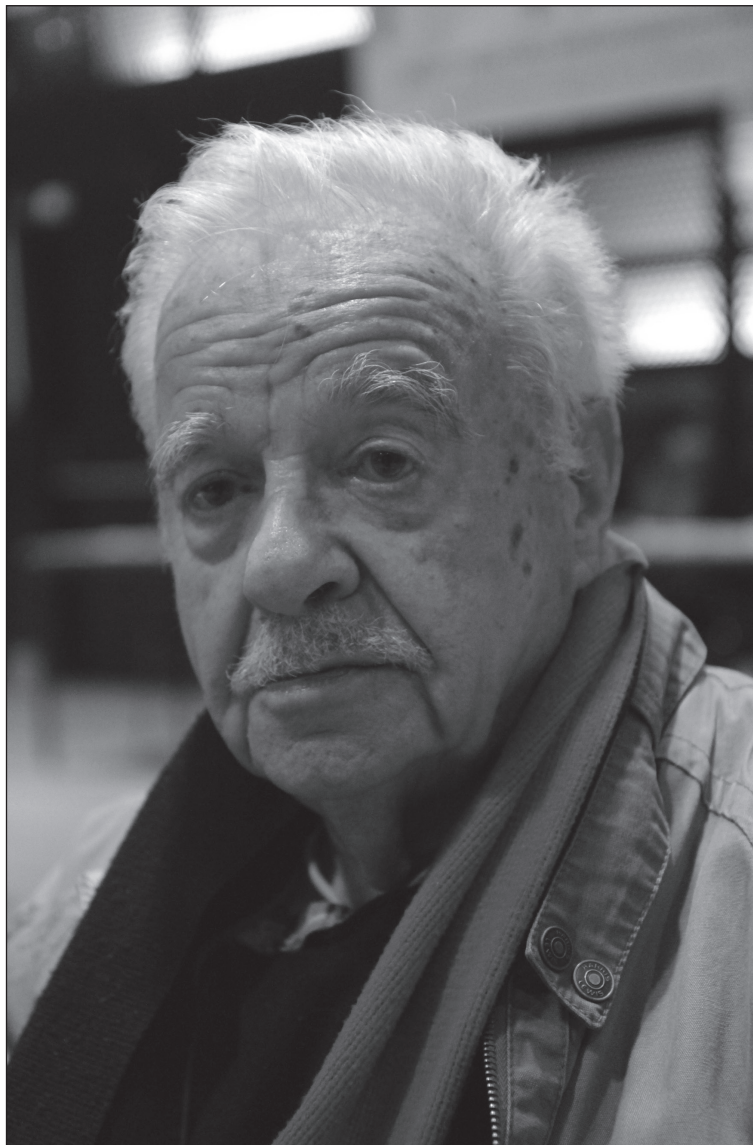


PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

les forces de l'ordre françaises au service de la Gestapo, avec une préface inédite de Arié Alimi; *La Rafle du Vél d'Hiv*, paru initialement pour les 60 ans de cette ignominie, et *1953 : un 14 juillet sanglant*, avec une préface inédite de Ludvine Bantigny et la reprise de la postface de Jean-Luc Einaudi, qui relate un crime colonial méconnu, commis par les flics parisiens, sorte de préface au 17 Octobre 1961.

Au printemps 2022, quatre autres titres ont suivi : *Drancy, un camp de concentration très ordinaire*; *Opération étoile jaune*; *Paris 1942. Chroniques d'un survivant*; et *L'An prochain la Révolution. Les communistes juifs immigrés dans la tourmente stalinienne (1930-1945)*, avec une préface inédite d'Olivier Besancenot.

En 2023 paraîtront *Quand j'étais Juif*, avec une préface inédite d'Alain

Brossat; *Une enfance laïque et républicaine*, avec une préface de Gérard Delteil; ainsi que le second tome de *Des Juifs dans la collaboration*, consacré aux Ardennes, dont le titre définitif n'est pas encore arrêté.

Archives et souvenirs

Pour la suite, les réflexions sont en cours. Les très nombreux écrits sur la police en feront partie – dont le bulletin *Que fait la police ?* – avec une modulation entre un choix de textes et d'analyses qui seront proposés en version papier et une mise à disposition des autres écrits dans une version numérique accompagnée d'un appareil critique. L'association des AmiEs de Maurice Rajsfus a ensuite fait l'objet d'une présentation et de ses différentes actions et réalisations depuis sa création au printemps 2021 :

- Inventaire et mise à l'abri des archives, pour l'essentiel à La Contemporaine, à Nanterre;
- Don des 5 000 volumes de la bibliothèque de Maurice au CEDRATS, à Lyon;
- Création d'un site Internet dédié;
- Interventions de l'association lors des 60 ans du 17 Octobre 1961 et à l'occasion de plusieurs événements en lien avec les 80 ans de la rafle du Vél d'Hiv.

Plusieurs participantEs ont ensuite évoqué leurs rencontres avec Maurice, en particulier à Gérardmer et à Nancy dans les années 1990, et l'historien de l'anticolonialisme Fabrice Riceputi est intervenu pour établir un parallèle entre les trajectoires militantes et éditoriales de Maurice Rajsfus et de Jean-Luc Einaudi (par ailleurs très liés), en particulier sur l'aspect autodidacte de leur formation et leurs « ennuis » respectifs avec certains historiens détenteurs auto-proclamés du savoir universitaire.

Correspondant

1 – Maurice Rajsfus, *une vie de lutte*, quatre films par Clara Menais. À regarder à partir du site www.mauricerajsfus.org

L'image de la semaine



GRÈVES DANS LE LOW COST AÉRIEN EN ESPAGNE. Iberia Express, la filiale low cost de la compagnie espagnole Iberia, a annulé dimanche [28 août] huit vols intérieurs et la compagnie à bas coût EasyJet quatre vols internationaux reliant l'Espagne à Genève et à Londres, selon le syndicat USO.

Les annulations des vols d'Iberia Express interviennent au démarrage d'une grève de dix jours de son personnel de cabine pour obtenir des augmentations de salaires en pleine période d'inflation.

À la mi-journée, huit vols avaient été annulés concernant environ 1 500 passagers, mais aucun retard enregistré, a assuré dans un communiqué le syndicat USO, à l'origine de la mobilisation.

La direction de la compagnie à bas coût a confirmé ces annulations, assurant avoir re-dirigé 84 % des voyageurs concernés vers d'autres vols. Les autres ont été remboursés ou ont reçu des bons d'achat. La grève, prévue jusqu'au 6 septembre, doit entraîner au total 92 annulations de vols, affectant plus de 17 000 passagers, selon une représentante de l'USO. Selon Iberia Express, 24 vols intérieurs seront annulés dans les seuls trois premiers jours du mouvement.

Iberia Express relie Madrid à une quarantaine de villes européennes.

L'USO réclame des augmentations de salaires pour compenser l'inflation qui a atteint 10,8 % sur un an en juillet en Espagne.

D'autre part, quatre vols d'EasyJet ont également été annulés dimanche, troisième mouvement de grève observé par les pilotes de cette compagnie en août, selon le syndicat SEPLA.

Les annulations ont concerné des vols à destination ou au départ de Barcelone et de Palma de Majorque dans les Baléares reliant ces villes à Londres et Genève.

Depuis le premier mouvement de grève de trois jours le 12 août des pilotes de EasyJet, au total 79 vols ont été annulés.

Les pilotes demandent le retour aux conditions de travail dont ils bénéficiaient avant la pandémie de Covid-19 et la reprise des pourparlers sur une nouvelle convention collective.

Leur grève, en pleine saison touristique et reprise de l'activité, intervient deux semaines après une grève du personnel de cabine d'EasyJet qui a abouti à un accord.

Agence France Presse, « Espagne : annulations de vols d'Iberia Express et EasyJet au démarrage d'une grève », 28 août 2022.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

12€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

	6 mois	1 an	Jeunes/chômeurs/précaires	6 mois	1 an
Hebdo	<input type="checkbox"/> 35 €	<input type="checkbox"/> 70 €	<input type="checkbox"/> 25 €	<input type="checkbox"/> 50 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 €	<input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 €	<input type="checkbox"/> 1 an 90 €	

Promotion d'essai

Hebdo + 1 Mensuel offert 3 mois **12 €**

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

	Mensuel	Hebdo + Mensuel
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

	Mensuel	Hebdo + Mensuel
Hebdo	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter

IBAN :
BIC :
Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Numéro ICS : FR43ZZZ554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org